

DIALOGUE GLOBAL

7.4

4 numéros par an en 17 langues

Entretien avec
Kari Polanyi Levitt

La nature du
trumpisme

Défendre
la sociologie
en Argentine

Peter Evans,
Raka Ray,
Cristina Mora,
Ruth Milkman,
Dylan Riley,
Cihan Tuğal,
Gay Seidman

Juan Piovani,
Fernanda Beigel,
Alejandro Grimson,
Agustín Salvia,
Berenice Rubio,
Gabriel Kessler

Rubriques spéciales

- > Ali Shariati, sociologue oublié de l'Islam
- > L'édition en chinois de *Dialogue Global*

MAGAZINE



VOLUME 7 / NUMÉRO 4 / DÉCEMBRE 2017
<http://isa-global-dialogue.net>

DG

Association
Internationale
de Sociologie
isa



Brève histoire de *Dialogue Global*

D*ialogue Global* a commencé en 2010 sous la forme d'un bulletin de huit pages. Au début, le magazine était publié en quatre langues – anglais, français, espagnol et chinois – et réalisé par quatre personnes à l'aide d'un simple programme de Microsoft. Sept ans plus tard, *Dialogue Global* est devenu un magazine à part entière, avec quatre numéros par an, chacun d'une quarantaine de pages et publié en 17 langues. Plus de 100 personnes participent à travers le monde à la réalisation de chaque nouveau numéro. Les 31 numéros parus à ce jour comprennent quelque 550 articles écrits par des auteurs originaires de 69 pays. Depuis le début nous tâchons de rendre les articles accessibles à tous, à la fois pour faciliter leur traduction et assurer leur diffusion auprès d'un large public. La sociologie, après tout, a d'importants messages à transmettre – plus importants que jamais – dans un monde qui s'oriente vers de multiples catastrophes.

Si les innovations technologiques à notre disposition sont susceptibles de précipiter ces catastrophes, elles ouvrent également de nouvelles possibilités. C'est en effet grâce aux médias électroniques que *Dialogue Global* a pu voir le jour et continue à exister ; mais, ne l'oublions pas, cela ne serait pas possible sans le travail de très nombreuses personnes. De jeunes sociologues, travaillant sous la houlette de sociologues confirmés, ont saisi cette occasion de traduire *Dialogue Global* dans leur langue, en particulier dans le cas de langues marginalisées par la globalisation, et ce bien que l'ISA n'ait pu apporter qu'une rétribution symbolique pour récompenser leur dévouement. Leur collaboration enthousiaste a sans aucun doute été l'un des éléments les plus positifs de cette aventure.

Très tôt, un graphiste professionnel, August Bagà (alias Arbu) a proposé de donner au magazine un design attractif. Avec Lola Busuttil, éditrice maîtrisant les trois langues officielles de l'ISA, ils sont devenus les responsables éditoriaux de la publication. Lola assure le suivi de l'ensemble du processus éditorial et supervise pour chaque numéro la qualité du magazine décliné dans les différentes langues. Leur partenariat a débouché sur une présentation rigoureuse et de qualité que Gustavo Taniguti s'est chargé de rendre accessible à tous en concevant puis en mettant à jour le site web de *Dialogue Global*.

Pendant mes années comme Vice-Président puis Président de l'ISA, j'ai eu le privilège de rencontrer des sociologues du monde entier. Ces contacts ont nourri le contenu des articles publiés dans le magazine. À partir du moment où je n'ai plus pu assumer seul le travail d'édition des articles, j'ai fait appel à Gay Seidman, sociologue de renom qui avait auparavant travaillé comme journaliste et éditrice. Gay a généreusement offert son aide pour assumer la tâche, souvent très ardue, de traduire le jargon sociologique dans un anglais simple mais élégant.

À l'écoute des auteurs, efficace et diligente dans son travail, elle a pendant toutes ces années joué un rôle essentiel. Avant que Gay n'exerce son art, une équipe d'étudiants de Berkeley traduisaient en anglais les textes reçus dans une autre langue.

Il y aurait tant d'autres collaborateurs à remercier. Je voudrais d'abord et avant tout remercier Robert Rojek (SAGE) qui, très tôt et sans mettre de conditions, a spontanément offert un financement de SAGE. Depuis le début, Izabela Barlinska, génie de l'organisation et gardienne dévouée de l'ISA, a défendu la cause de *Dialogue Global*. Tout au long de ces sept années, j'ai également reçu le soutien du Comité exécutif de l'ISA, sans lequel le projet tout entier n'aurait jamais pu voir le jour. Une fois achevé mon mandat de président, Margaret Abraham et Vineeta Sinha ont défendu avec enthousiasme la poursuite de *Dialogue Global*. Les deux excellents nouveaux rédacteurs en chef qui s'apprêtent à prendre le relais ne manqueront pas d'amener *Dialogue Global* vers de nouveaux sommets. N'hésitez pas à leur adresser idées et suggestions quant au contenu et à l'orientation de la publication.

Les pages de *Dialogue Global* au fil de ces sept années, font apparaître les fluctuations de l'histoire mondiale. Nous avons commencé en 2010 avec les répercussions de la récession mondiale de 2008 et l'essor de mouvements sociaux chargés d'optimisme – Occupy, Printemps arabe, *indignados*, *piqueteros*, mais aussi de mouvements de défense des travailleurs, de l'environnement, mouvements féministes et autres mouvements pour la justice sociale. Mais à partir de 2013, les nuages ont commencé à s'accumuler à l'horizon et nous avons assisté à un revirement réactionnaire et antidémocratique. Karl Polanyi est devenu notre prophète. Nous avons réappris ce que son livre *La Grande Transformation* nous avait déjà enseigné il y a longtemps, à savoir que les mouvements d'opposition au déchaînement des forces du marché pouvaient aussi bien être fascistes que socialistes, aussi bien autoritaires que démocratiques. Il nous reste encore beaucoup à apprendre de son analyse des contradictions entre capitalisme et démocratie. C'est pourquoi j'ai choisi d'ouvrir mon dernier numéro comme rédacteur en chef par un entretien avec Kari Polanyi Levitt, dans lequel elle retrace la vie et le monde qui ont façonné le génie de son père.

Tout au long de ces sept années, je me suis efforcé de donner une large place aux sociologies nationales du monde entier, sans jamais m'arrêter sur celle des États-Unis en particulier. Cependant, pour ce dernier numéro que je dirige, j'ai sollicité sept amis et collègues pour qu'ils livrent chacun leurs réflexions sur la montée du trumpisme. Ils ont situé les États-Unis dans le contexte d'un virement historique mondial à droite. L'une des particularités de cette vague réactionnaire est de placer la sociologie sur la défensive – non seulement

face au néolibéralisme mais également, de plus en plus, face à la montée de l'autoritarisme. En Argentine, des spécialistes en sciences sociales ont, sous la houlette de Juan Piovani, pris l'initiative de défendre la sociologie dans leur pays, en menant des études qui mettent en évidence les dimensions académique, appliquée, critique et publique de notre discipline. Cinq articles reflètent ici leur vision. Le projet n'en est certes qu'à ses débuts, mais d'autres sociologies nationales devraient en prendre acte.

Nous ne devrions pas non plus oublier ceux qui nous ont précédés – des sociologues qui ont combattu l'autoritarisme, comme le célèbre penseur marxiste et musulman Ali Shariati, mort en 1977, deux ans à peine avant l'avènement de la révolution iranienne qu'il avait préfiguré. Ses idées continuent de hanter cette révolution – ce qu'elle aurait pu être comme ce qu'elle pourrait être. De tels prophètes, capables d'inspirer une sociologie qui fasse la part du déterminisme et de l'utopie, sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires. *Dialogue Global* représente un espace où l'on peut collectivement identifier et imaginer de nouvelles possibilités tout en mettant en garde contre la destruction de notre petite planète. ■



> **Dialogue Global** est disponible en 17 langues sur le [site web de l'ISA](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à [Brigitte Aulenbacher](#) et [Klaus Dörre](#).



Kari Polanyi Levitt parle de son père, le célèbre sociologue Karl Polanyi, dans un entretien avec Michael Burawoy.



Peter Evans, Raka Ray, Cristina Mora, Ruth Milkman, Dylan Riley, Cihan Tuğal et Gay Seidman examinent les origines et le sens du trumpisme.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Comité de rédaction

Directeur de la publication :	Michael Burawoy.
Rédactrice en chef adjointe :	Gay Seidman.
Responsables éditoriaux :	Lola Busuttil, August Bagà.
Rédacteurs-consultants :	Margaret Abraham, Markus Schulz, Sari Hanafi, Vineeta Sinha, Benjamín Tejerina, Rosemary Barbaret, Izabela Barlinska, Dilek Cindoğlu, Filomin Gutierrez, John Holmwood, Guillermina Jasso, Kalpana Kannabiran, Marina Kurkchiyan, Simon Mapadimeng, Abdul-mumin Sa'ad, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Sawako Shirahase, Grazyna Skapska, Evangelia Tastsoglou, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.
Équipes régionales	
Monde arabe :	Sari Hanafi, Mounir Saidani.
Argentine :	Juan Ignacio Piovani, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.
Bangladesh :	Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufica Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury.
Brésil :	Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Ângelo Martins Júnior, Lucas Amaral, Benno Alves, Julio Davies.
Inde :	Rashmi Jain, Jyoti Sidana, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Pankaj Bhatnagar.
Indonésie :	Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriayati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana.
Iran :	Reyhaneh Javadi, Sina Bastani, Mina Azizi, Hamid Gheissari, Vahid Lenjanzadeh.
Japon :	Satomi Yamamoto, Masataka Eguchi, Kota Nakano, Aya Sato, Kaori Saeki, Riho Tanaka, Marie Yamamoto.
Kazakhstan :	Aigul Zabirowa, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tiespayeva, Kuanysh Tel.
Pologne :	Jakub Barszczewski, Katarzyna Dębska, Paulina Domagalska, Adrianna Drozdowska, Łukasz Dulniak, Jan Frydrych, Krzysztof Gubański, Sara Herczyńska, Kinga Jakiela, Justyna Kościńska, Karolina Mikołajewska-Zajac, Adam Müller, Zofia Penza-Gabler, Anna Wandzel, Jacek Zych, Łukasz Żołądek.
Roumanie :	Cosima Rughiniș, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Maria-Loredana Arsene, Timea Barabaș, Diana Alexandra Dumitrescu, Radu Dumitrescu, Iulian Gabor, Dan Gîțman, Alina Hoară, Alecsandra Irimie Ana, Alexandra Isbășoiu, Rodica Liseanu, Cristiana Lotrea, Mădălina Manea, Anda-Olivia Marin, Bianca Mihăilă, Andreea Elena Moldoveanu, Rareș-Mihai Mușat, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Codruț Pînzaru, Ion Daniel Popa, Anda Rodideal, Adriana Sohodoleanu.
Russie :	Elena Zdravomyslova, Elena Nikiforova, Anastasia Daur.
Taiwan :	Jing-Mao Ho.
Turquie :	Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.
Consultant médias :	Gustavo Taniguti.

> Dans ce numéro

Éditorial : Brève histoire de <i>Dialogue Global</i>	2
Génèse de <i>La Grande Transformation</i> : Entretien avec Kari Polanyi Levitt	
Michael Burawoy, États-Unis	5

> LES ORIGINES SOCIALES DU TRUMPISME

Derrière le nationalisme économique de Trump	
Peter Evans, États-Unis	11
Le trumpisme et la colère de l'homme blanc	
Raka Ray, États-Unis	14
Immigration et politique sous Trump	
G. Cristina Mora, États-Unis	16
L'offensive de Trump contre les syndicats	
Ruth Milkman, États-Unis	19
Un Brumaire américain ?	
Dylan Riley, États-Unis	22
La montée de la droite léniniste	
Cihan Tuğal, États-Unis	25
Dérèglements démocratiques au Brésil et en Afrique du Sud	
Gay W. Seidman, États-Unis	28

> DÉFENDRE LA SOCIOLOGIE EN ARGENTINE

La société argentine, au plus près	
Juan Ignacio Piovani, Argentine	31
Les sciences sociales argentines	
Fernanda Beigel, Argentine	34
La diversité socioculturelle de l'Argentine	
Alejandro Grimson, Argentine	37
Les inégalités sociales dans l'Argentine d'aujourd'hui	
Agustín Salvia et Berenice Rubio, Argentine	40
Enquête sur le capital social en Argentine	
Gabriel Kessler, Argentine	43

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Ali Sharati, sociologue oublié de l'Islam	
Suheel Rasool Mir, Inde	46
L'édition en chinois de <i>Dialogue Global</i>	
Jing-Mao Ho, Taïwan	48



> Génèse de *La Grande Transformation*

Entretien avec Kari Polanyi Levitt



Kari Polanyi Levitt.

MB : Commençons par le début. On pense souvent que Karl Polanyi est hongrois mais en fait il est né à Vienne, c'est bien ça ?

KPL : Oui, en effet. C'est curieux parce que mon père et moi-même sommes nés à Vienne, et ma mère est née dans une petite ville proche de Vienne – Vienne qui, faut-il le rappeler, était à l'époque le centre névralgique de la vie intellectuelle, la grande métropole de l'Empire austro-hongrois.

La famille, je veux dire la mère et le père de Karl Polanyi, s'est formée à Vienne. La mère de Karl, Cecilia Wohl, a été envoyée par son père de Vilna, qui à l'époque se trouvait en Russie, à Vienne pour y apprendre un métier. De par son éducation, elle parlait russe et allemand. À Vienne, elle a fait la connaissance du père de Karl, un jeune ingénieur juif hongrois – Mihaly Pollacsek – qui parlait hongrois et allemand.

Karl Polanyi est aujourd'hui une figure de référence majeure dans le domaine de la sociologie et au-delà. Son livre *La Grande Transformation*, devenu un classique, aborde pratiquement tous les champs de la sociologie. Son influence s'étend bien au-delà de la sociologie, au domaine de l'économie, des sciences politiques, de la géographie et de l'anthropologie. Au cours des 40 dernières années de pensée et de pratique néolibérales, sa critique de l'économie de marché, accusée de détruire le tissu social, a gagné de plus en plus d'adeptes. Le livre est à la fois une enquête sur les sources et les conséquences de la marchandisation, et un retour sur les mouvements d'opposition à cette marchandisation – des mouvements qui ont donné naissance au fascisme et au stalinisme aussi bien qu'à la social-démocratie. Cet ouvrage présente donc un intérêt évident dans le contexte mondial actuel. Dans l'entretien qui suit, sa fille Kari Polanyi Levitt retrace le parcours de Karl Polanyi (1886-1964) et les influences qui l'ont conduit à écrire *La Grande Transformation*. Elle revient également sur la relation privilégiée que son père entretenait avec sa mère, Ilona Duczynska, qui fut elle-même une intellectuelle et activiste politique tout au long de sa vie. Au cours de cet entretien, sa fille retrace les quatre grandes étapes de la vie de Karl Polanyi : l'étape hongroise, l'étape autrichienne, l'étape anglaise et enfin l'étape nord-américaine. Installée à Montréal, Kari Polanyi Levitt est elle-même économiste. Auteure de nombreux livres, dont *From the Great Transformation to the Great Financialization* (2013, non traduit), elle a également dirigé l'ouvrage collectif *The Life and Work of Karl Polanyi* (1990, non traduit). L'interview qui suit est la version abrégée d'un débat public entre Kari et **Michael Burawoy** qui a eu lieu à l'occasion de la conférence consacrée à Karl Polanyi (une des nombreuses conférences qui lui sont consacrées dans le monde) organisée par Brigitte Aulenbacher et ses collègues à l'Université Johannes Kepler de Linz (Autriche) du 10 au 13 janvier 2017.

Donc la langue de la famille a d'abord été l'allemand. Et récemment, j'ai découvert dans leur correspondance que ce n'est qu'à partir de son entrée au *Gymnasium* [lycée] à Budapest que mon père a appris le hongrois.

La période hongroise de mon père, qui bien sûr est capitale, a également été marquée par des influences russes – celle des socialistes russes, qui sur le plan politique, étaient très différents des sociaux-démocrates de l'époque. Ce socialisme-là était plus tourné vers la campagne, vers les paysans. Il contenait des éléments anarchistes. Les Communes, bien sûr, ont joué un rôle important dans sa formation politique.

Et je devrais préciser qu'à cette influence russe s'est ajoutée une influence anglaise, qui lui venait de son père, qui était très anglophile. S'il y a eu deux figures littéraires importantes dans la vie de mon père, ce sont Shakespeare – pendant la guerre il a emporté avec lui un de ses volumes des œuvres complètes en anglais – et, de tous les grands écrivains russes, je dirais Dostoïevski.

MB : Il a aussi été influencé par les révolutionnaires russes émigrés, dont un certain Klatschko.

KPL : Oui, Samuel Klatschko était une figure hors du commun. Il a servi d'émissaire officieux entre les révolutionnaires russes et les révolutionnaires d'Europe et du reste du monde. Il venait d'une famille juive de Vilna et a passé sa jeunesse dans une communauté russe dans le Kansas. La communauté n'a pas duré longtemps. Elle a fini par être dissoute, et on dit que Klatschko a conduit 3000 têtes de bétail jusqu'à Chicago, et qu'après cela il s'est intéressé à l'International Ladies Garment Workers Union, le Syndicat international des Travailleurs du Vêtement pour Dames à New York. C'était un activiste. La communauté du Kansas a reçu le nom d'un révolutionnaire russe, Nikolaï Tchaïkovski.

Mais quand Klatschko est arrivé à Vienne, il s'est lié d'amitié avec la famille Pollacsek et s'est occupé de Russes qui venaient notamment acheter des livres marxistes à Vienne.

Et mon père me disait – ça je ne l'oublierai jamais – que ces hommes ont fait une très forte impression sur lui, et aussi sur son cousin Irvin Szabo, qui jouait un rôle important dans la vie intellectuelle de la Hongrie de l'époque – lui aussi était un genre de socialiste anarchiste. Certains d'entre eux n'avaient pas de chaussures et ficelaient du papier journal autour de leurs pieds. Mon père était extrêmement impressionné par l'héroïsme et le courage de ces gens-là. Somme toute, mon père avait... j'allais dire un attachement romantique, enfin en tout cas un immense respect pour ces révolutionnaires – en particulier pour Bakounine, qui en est vraisemblablement la figure la plus remarquable, un homme qui s'est évadé de toutes les prisons d'Europe.

MB : Et cette affinité sociale-révolutionnaire s'est maintenue tout au long de sa vie, ce qui explique en partie sa relation ambiguë avec les bolcheviks.

KPL : Oui, en effet. Cela explique sa relation antagonique avec les sociaux-démocrates de Russie, qui après tout comptaient dans leurs rangs ce qui allait devenir la faction majoritaire bolchevique.

MB : Lorsqu'il était étudiant, votre père était déjà engagé politiquement, n'est-ce pas ?

KPL : Oui, c'est à cette époque qu'il fonde le Cercle Galilée, un mouvement étudiant dont il sera le premier président et qui animait la revue *Szabad Gondolat* (« Libre Pensée »). Ils étaient contre la monarchie, contre l'aristocratie, contre l'Église, contre l'Empire austro-hongrois. Il ne s'agissait pas d'un mouvement socialiste, même si nombre de ses membres étaient socialistes. Le mouvement a fini par intégrer également des jeunes gens des *gymnasium*. J'ai lu quelque part qu'ils donnaient plus de 2000 cours d'alphabetisation par an. Donc leur activité principale était l'éducation.

MB : Et puis il y a eu la Première Guerre mondiale.

KPL : Pendant la guerre mon père était officier dans la cavalerie, sur le front russe. Les conditions étaient épouvantables. Elles l'étaient autant pour les Austro-Hongrois que pour les Russes. Mon père a contracté le typhus, une terrible maladie. Il m'a raconté que plus tard, quand son cheval a trébuché et lui est tombé dessus, il a cru mourir mais il s'est finalement réveillé dans un hôpital militaire de Budapest.

MB : Et puis à la fin de la guerre, il y a eu la révolution hongroise de 1918.

KPL : La révolution hongroise de 1918 a mis fin à la guerre, avec l'instauration de la Première République à l'automne et la nomination du comte Károlyi comme son premier Président. On désigne souvent cette révolution comme la « Révolution des Asters » ou « Révolution des Chrysanthèmes », ou du nom de toute autre fleur d'automne.

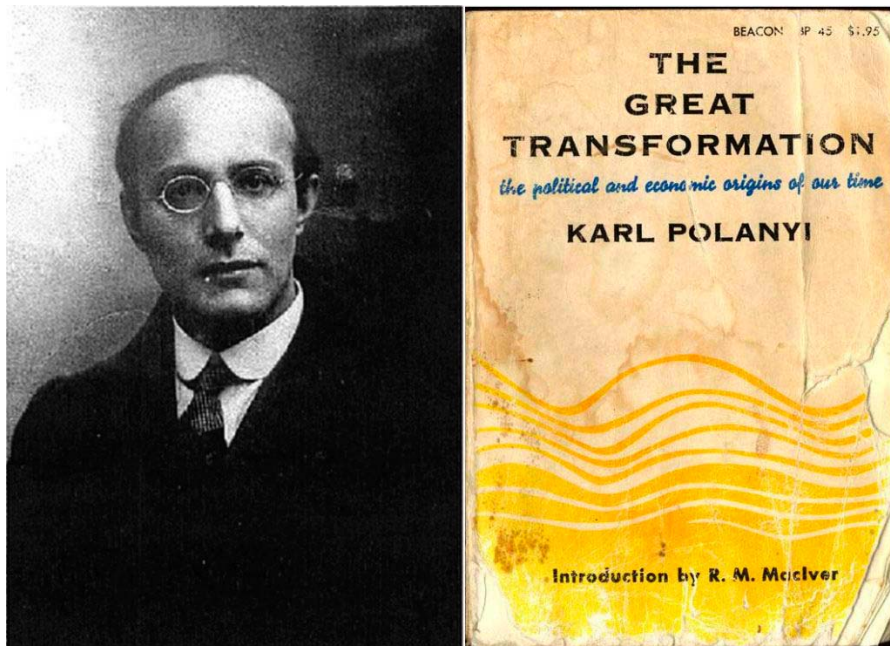
Elle a été suivie par la République des Conseils, une révolution de courte durée qui prend fin en août 1919 lorsqu'une contre-révolution y porte un coup d'arrêt, contraignant intellectuels, activistes, communistes, socialistes et libéraux hongrois à s'exiler à Vienne. Dont mon père.

MB : Donc votre père est parti avant la fin de la révolution, c'est bien ça ?

KPL : Oui.

MB : Que pensait-il de la révolution hongroise ?

KPL : Sa position était ambivalente, comme celle de beaucoup d'autres. Je crois qu'au début ils ont accueilli avec enthousiasme la formation des Conseils dans l'ensemble du pays. Mais quand ceux-ci ont pris la décision de nationaliser l'ensemble de l'économie du pays – tout, absolument tout – je crois qu'il s'est dit que tout cela allait mal se terminer. Et de fait, c'est ce qui s'est passé.



Karl Polanyi, auteur de *La Grande Transformation*.

MB : Et donc les dirigeants du Parti communiste hongrois ont fui Budapest pour Vienne ?

KPL : Oui, le Parti communiste en exil avait deux chefs de file, Béla Kun et George Lukács. Il y avait une certaine rivalité entre les deux. Il y a une anecdote amusante à ce sujet. Cette année-là, en 1919, ma mère se trouve à Moscou, où, en raison de ses connaissances linguistiques et de sa formation, elle travaille auprès de Karl Radek pour organiser les conférences de la Deuxième Internationale. Quand elle retourne finalement à Vienne, on la charge de remettre des fonds pour aider les communistes hongrois exilés à Vienne. Cette aide financière lui est confiée sous la forme d'un diamant dissimulé dans un tube de dentifrice. Mais ce qui est intéressant c'est qu'on lui demande de le remettre à Lukács plutôt qu'à Kun car Lukács, en tant que fils de banquier, est jugé plus sûr.

MB : À cette époque-là, vos parents ne se connaissaient pas encore. De fait, ils se sont rencontrés à Vienne l'année suivante, donc en 1920, n'est-ce pas ?

KPL : Cette rencontre – une rencontre décisive – a eu lieu dans une villa qui était mise à disposition des émigrés communistes et socialistes hongrois par un sympathisant viennois. D'après ma mère, comme elle était la coqueluche de ce groupe de jeunes hommes, aucun ne s'attendait à ce qu'elle soit attirée par un homme de dix ans son aîné et qui semblait déjà avoir sa vie derrière lui – un homme déprimé, qui griffonnait des notes dans un coin...

MB : Ils étaient deux personnages fort différents, votre père et votre mère. Elle était plus l'activiste, et lui l'intellectuel ; elle passait son temps sur le terrain tandis qu'il se consacrait à l'étude.

KPL : Oui et non. Vous savez, mon père, quel que soit l'endroit où il vivait, participait à tout ce qui s'y passait.

Il écrivait des articles pour l'homme de la rue, pour qui-
conque lirait ce qu'il avait à dire – publié par quiconque
publierait ses écrits. C'était comme ça en Hongrie, et de
même à Vienne, puis en Angleterre.

Donc il était vraiment engagé dans son époque. C'était
certes un intellectuel mais pas un intellectuel avec une
« idée fixe », comme ces intellectuels qui ont une obses-
sion qu'ils entretiennent et qui, où qu'ils aillent, reprennent
la même idée. Non, il n'était pas du tout comme ça.

Ma mère, de son côté, avait commencé ses activités en
participant très activement à la révolution hongroise, alors
qu'elle n'était qu'une très jeune femme. Et donc d'une cer-
taine manière, elle avait le sentiment que rien dans sa vie
ne pourrait par la suite égaler ce qu'elle avait déjà réalisé.
D'où une certaine mélancolie chez elle. Vous savez, quand
on obtient très tôt ce à quoi l'on aspire vraiment – jouer
un rôle important dans l'histoire, dans son cas, au sein du
mouvement socialiste communiste – tout ce qu'on pourra
faire après dans sa vie ne sera jamais du même niveau.

**MB : Donc tous les deux avaient eu des expériences
douloureuses. Mais alors, en 1923, vous êtes née, et
pour eux, cela a été un événement vraiment spécial,
comme une nouvelle jeunesse.**

KPL : Oui, d'après ce que m'en a dit mon père, ma nais-
sance l'a aidé à surmonter son état dépressif, qui avait
été, comme toujours dans ces cas-là, une expérience
foncièrement personnelle. Quoiqu'il en soit, il a beau-
coup écrit à ce sujet. Il écrivait sur ce qu'il estimait être
la responsabilité de sa génération dans toutes les hor-
reurs passées, en particulier cette guerre absurde, ter-
rible, inutile. Il a beaucoup écrit sur la Première Guerre
mondiale – et en quoi elle n'avait pratiquement pas
changé la donne. Il n'a jamais vraiment compris le sens
de cette guerre. Ce n'était qu'un terrible massacre. Un

désastre humain. Et il ressentait la responsabilité de sa génération dans ce désastre.

Or je me demande si ce sentiment de responsabilité – d'une responsabilité de la société dans la situation du monde, dans la situation du pays – était propre à cette génération, et si ce sentiment de responsabilité appartient désormais au passé. Y a-t-il encore des gens – y compris des intellectuels – qui ont un sentiment de responsabilité à l'égard de notre société, à l'exemple de mon père et de beaucoup d'autres de sa génération ?

MB : C'était une génération vraiment particulière, en effet, et ce pour différentes raisons. L'une de ces raisons, c'est « Vienne la Rouge » – la reconstruction socialiste de Vienne entre 1918 et 1933, qui recoupe les années où votre père était justement à Vienne.

KPL : Oui, Vienne la Rouge représente un épisode étonnant de l'histoire – une expérience remarquable de socialisme municipal. C'était vraiment une situation où les travailleurs étaient privilégiés, et l'étaient socialement parlant – pour ce qui est des services, pour ce qui est des formidables logements sociaux qui ont été construits, le Karl-Marx-Hof en étant bien sûr l'illustration la plus marquante.

Mais ce n'est pas tout. L'atmosphère et le niveau culturel de cette époque à Vienne étaient véritablement exceptionnels. C'est ce qui explique que quelqu'un comme Karl Polanyi, qui n'avait pas de statut reconnu et n'était employé par aucune université, ait pu donner des conférences sur le socialisme et autres sujets. C'est ce qui fait qu'il ait pu s'attaquer aux théories axées sur le marché d'un Ludwig van Mises dans les pages d'un grand journal financier. Mises répliquait, et mon père lui répondait à son tour. Il y avait une vie intellectuelle en dehors de l'université, au sein même de la société.

MB : Quels souvenirs gardez-vous de cette époque ?

KPL : Je n'étais qu'un enfant, mais je me souviens très bien des merveilleux camps de vacances organisés par le mouvement socialiste près des superbes lacs de Salzbourg. Et les gens venaient du monde entier pour voir Vienne la Rouge, perçue comme un modèle de ce qu'on fait de mieux en matière d'urbanisme moderne.

Même si aucun de mes parents n'avait particulièrement d'affection pour la social-démocratie, tous deux ont plus tard reconnu que ces années à Vienne – Vienne la Rouge – avaient été remarquables, et admirables. C'est la seule fois de ma vie que j'ai écouté ma mère dire du bien des sociaux-démocrates. Mon père n'en pensait pas beaucoup de bien non plus d'ailleurs.

MB : En 1922 votre père a écrit son célèbre article sur le calcul économique socialiste, qui constitue une sorte de célébration d'une autre vision du socialisme – le socialisme de guilde – également influencé par le socialisme municipal viennois.

KPL : Vous savez, à l'époque il n'y avait aucun pays dans le monde avec une économie socialiste. La Russie sortait tout juste d'une sanglante guerre civile. Il y avait donc un débat intellectuel quant à la possibilité d'organiser une économie socialiste dans le pays. C'est Mises qui a tiré le premier ; c'est lui qui a écrit un article pour dire que cela était impossible – parce que sans marchés pour établir les prix, il n'y avait pas de moyen rationnel d'allouer les ressources. Tous ceux qui étudient l'économie connaissent bien cette thèse. Et alors Polanyi a contesté cette argumentation en lui opposant un modèle de socialisme coopératif associationniste, inspiré en partie par Otto Bauer et en partie par G.D.H. Cole.

MB : Quel regard portait votre père sur la révolution russe de 1917, quand il était à Vienne ?

KPL : Rappelons dans un premier temps que la première révolution russe de 1917 – la Révolution de Février – est celle qui a mis fin à la guerre. Pour mon père, c'était formidable, car comme à peu près tout le monde en Hongrie, il voulait que la guerre prenne fin. La guerre était très impopulaire. La guerre a pris fin, et je pense donc que les gens ont considéré favorablement la première révolution russe de Février.

MB : Qu'en est-il de la Révolution d'Octobre ?

KPL : Pour Polanyi, à la fois la Révolution de Février et la Révolution d'Octobre étaient des révolutions bourgeoises. Elles représentaient la dernière vague qui a suivi la Révolution française et a traversé l'Europe – pour finalement arriver jusque dans le pays le plus arriéré du continent : la Russie. C'est dans ces termes qu'il s'exprimait.

MB : Et donc la vraie révolution intervient plus tard, avec la transition vers la collectivisation et les plans quinquennaux ?

KPL : Oui. Je pense qu'il dirait que le socialisme n'est arrivé qu'avec le plan quinquennal, donc après 1928 ou 1929. Avant cela, la Russie était un pays essentiellement paysan, un pays agricole. Il y a un article intéressant de Polanyi qui a récemment été retrouvé, un article qu'il a écrit à Bennington en 1940. Il y parle du dilemme interne de la Russie. Pour faire simple : la classe ouvrière, qui formait la base du Parti communiste, contrôlait les villes mais dépendait des paysans, qui contrôlaient l'approvisionnement en vivres dans les zones rurales. Mais à cela s'est ajouté un dilemme externe : les paysans russes ne pouvaient plus exporter leurs céréales depuis l'effondrement des marchés internationaux lors de la Grande Dépression, or les céréales constituaient à l'époque le principal produit d'exportation de la Russie.

C'est ce qui a contribué à la décision d'amorcer l'industrialisation accélérée du pays le plus arriéré d'Europe – et de la mener à bien sous la forme d'un projet socialiste de nationalisation, pas seulement de l'industrie mais aussi de l'agriculture.



Kari Polanyi Levitt en conversation avec
Michael Burawoy à Linz (Autriche).

MB : Ce qui est déjà paradoxal, n'est-ce pas ? Parce que, bien sûr, jusque-là on l'a vu soutenir les sociaux-révolutionnaires et l'idée d'une démocratie participative, or là il semble soutenir le stalinisme.

KPL : Oui, mais comme d'autres l'ont fait remarquer (et cela s'applique aussi à la vie de mon père), tout cela était très lié au contexte. Et justement ce qui est intéressant dans sa pensée – mais qui en explique aussi parfois les contradictions – c'est qu'elle ne relève pas d'un principe unique, en quelque sorte. Elle procède des situations, et des possibilités qui en découlent.

On a là la première polarité : la réalité, et la liberté – quelle est la situation réelle, et quelles sont les possibilités pour la Russie de l'époque ? On a une révolution, menée par un parti prolétaire. Et des paysans opposés à la nationalisation des terres, des paysans qui veulent être propriétaires de la terre. Et c'est ce qu'ils ont fait. Or ils avaient un pouvoir important dans la mesure où ils contrôlaient l'approvisionnement en vivres.

Et puis il y avait la situation internationale. Peu après, on a eu le fascisme, dans les années 30. Ce n'est qu'en Angleterre que mon père a commencé à fermement soutenir l'Union soviétique, dans le contexte du conflit imminent avec l'expansionnisme allemand et le nazisme.

MB : Et donc votre père quitte Vienne en 1933.

KPL : Oui, il quitte Vienne à cause de la montée du fascisme. Le comité éditorial du célèbre journal économique *Der Österreichische Volkswirt*, dont Polanyi était alors l'un des chroniqueurs emblématiques, décide qu'il doit partir en Angleterre car la situation politique à Vienne est très incertaine. Son niveau d'anglais est excellent. Il a des contacts. Et donc il part en Angleterre en 1933. Là-bas, il continuera à écrire pour le journal jusqu'à ce qu'il cesse de paraître en 1938.

Toute la famille n'est pas partie en même temps. Mon père est parti en 1933. L'année suivante, en 1934, j'ai été envoyée en Angleterre, où j'ai vécu avec des amis anglais très proches, Donald et Irene Grant, que nous avons connus à Vienne. C'étaient des socialistes chrétiens qui travaillaient pour le *Student Christian Movement of Britain*, qui distribuait des secours aux Autrichiens démunis après

la guerre. C'est comme ça que nous les avons connus. J'ai donc vécu avec eux. Puis ma mère est arrivée deux années plus tard, en 1936.

MB : Revenons à votre père, désormais installé en Angleterre. Qu'a-t-il fait là-bas ?

KPL : Lorsqu'il est arrivé en 1933, il n'avait pas d'emploi fixe. Il recevait de l'aide de Betty et John MacMurray ainsi que de la famille Grant, qui faisaient partie de ce qu'on appelait la gauche chrétienne. C'étaient des socialistes chrétiens. Parmi eux, il y avait aussi des communistes et des responsables religieux, pour la plupart protestants.

Mon père a écrit un texte important sur l'essence du fascisme, qu'il percevait comme une atteinte aux valeurs chrétiennes. Le texte a été publié dans un livre qu'il a codirigé, *Christianity and the Social Revolution*. Il a également dirigé un groupe de travail avec ses amis chrétiens anglais, consacré aux premiers écrits de Marx, dont *L'idéologie allemande* et les célèbres *Manuscrits de Paris*, qui venaient d'être publiés en 1932. Il leur en faisait la lecture, en traduisant au fur et à mesure le texte en anglais.

Il était plein d'enthousiasme pour ces écrits. Je me souviens du sentiment d'adhésion qu'il éprouvait à leur égard. Je considère que les premiers écrits de Marx sont le point de départ commun de Marx et Polanyi.

MB : Ce qu'il écrit dans *La Grande Transformation* va dans ce sens. En quoi consistait son activité d'enseignant ? Et dans quelle mesure l'Angleterre a-t-elle eu une influence sur sa pensée ?

KPL : Ce n'est qu'en 1937 que Karl a obtenu un emploi auprès de la *Workers Education Union* (WEA), une très ancienne association d'éducation pour adultes. En Angleterre, l'association est liée au Ruskin College, qui permet à des gens des classes populaires, qui n'ont pas pu aller à l'université, de faire des études supérieures.

Mon père a ainsi eu l'occasion d'enseigner dans des villes de la province anglaise, dans le Kent et le Sussex. Il dormait chez l'habitant, ce qui lui a permis de connaître de près la vie des familles ouvrières. Il a été frappé par leurs conditions de vie et, pour être honnête, par leur faible niveau culturel. Par rapport à la classe ouvrière de Vienne, ceux-là étaient culturellement plus pauvres, alors même que l'Autriche était, en termes financiers, un pays beaucoup plus pauvre que la Grande-Bretagne.

Il devait leur enseigner l'histoire sociale et économique de l'Angleterre – un sujet dont il ignorait tout au départ. Il a donc beaucoup étudié à cette époque. À la fin de son livre *La*

“Permettre au mécanisme du marché de décider seul du sort des êtres humains et de leur environnement naturel aboutirait à la destruction de la société”

Karl Polanyi

Grande Transformation, on peut apprécier l'étendue considérable des études qu'il a réalisées. Cela rappelle beaucoup les *Grundrisse* de Marx, qui d'ailleurs font référence au même type d'auteurs – Ricardo, Malthus et d'autres – qui ont écrit sur les débuts de la révolution industrielle.

Ma mère a écrit – et c'est repris dans la préface du livre intitulé *La Subsistance de l'Homme* [1977 ; 2011 pour la traduction française], publié à titre posthume – que c'est en Angleterre que Karl a posé les bases d'une haine intangible à l'égard de la société de marché, qui a privé les gens de leur humanité. C'est dans ces termes qu'elle l'exprimait.

Et puis, bien sûr, c'est en Angleterre qu'il découvre le système de classes, avec les différences dans la manière de s'exprimer. Pour lui, le système de classes anglais était comparable au système des castes en Inde, ou de races aux États-Unis.

MB : En 1940, Karl Polanyi est invité à donner des cours au Bennington College, aux États-Unis.

KPL : Oui, à Bennington il a bénéficié d'une bourse de deux ans de la Fondation Rockefeller pour écrire *La Grande Transformation*. Il avait le soutien du président de l'université, mais dépendait de la Fondation Rockefeller. Or à chaque fois qu'il leur soumettait un écrit, ils trouvaient quelque chose à redire. Au fond ils estimaient sans doute que mon père n'avait pas sa place à l'université.

Ils ont écrit qu'il était en fait plus intéressé – entendez bien cela comme une critique – par « le droit hongrois, l'enseignement et la philosophie ». Dire que ce qui l'intéressait était la philosophie signifiait une totale réprobation. Ils ont pourtant renouvelé sa bourse. Et à l'issue de ces deux années – on était alors en 1943 – mon père voulait vraiment retourner en Angleterre. Il ne voulait pas rester aux États-Unis. Il voulait participer à la reconstruction de l'Angleterre d'après-guerre.

La Bataille de Stalingrad avait renversé la situation : il était clair que les Alliés allaient gagner la guerre. Mon père a laissé inachevés les deux avant-derniers chapitres de *La Grande Transformation*. Et si on y regarde bien, il y a des signes qui indiquent que ces chapitres n'ont pas été achevés – non pas le tout dernier chapitre, mais les deux qui le précèdent.

S'il était resté aux États-Unis pour terminer le livre, je pense que l'ébauche d'un livre qu'il se proposait d'écrire, intitulée « Common Man's Masterplan », est véritablement ce qu'il aurait inclus dans ces deux chapitres. Quelque

chose comme ça. Il l'a confié à des collègues. Ces deux avant-derniers chapitres ont soulevé beaucoup de désaccords et de controverses.

MB : Il est finalement retourné aux États-Unis pour travailler à l'Université Columbia, mais votre mère a été interdite de séjour aux États-Unis, et donc ils ont fini par s'installer au Canada.

KPL : L'autre possibilité était de rester en Angleterre, où mon père aurait pu continuer à travailler pour la WEA. Mais il était clair qu'il avait, vraiment, quelque chose à dire, il avait un livre à écrire, il avait du travail à faire. Et on ne lui aurait pas proposé de poste dans une université anglaise. Il a donc reçu en 1947 cette offre de Columbia, une offre liée à *La Grande Transformation*. Le livre contenait un avant-propos de Robert MacIver, de l'Université Columbia, quelqu'un qui est connu dans les facultés d'économie pour son institutionnalisme, ce qui correspondait – d'une certaine façon – à l'approche de Polanyi.

Et puis, à Londres, Ilona a appris qu'elle était interdite de séjour aux États-Unis. C'était très embêtant, et mon père était extrêmement contrarié. Il voulait qu'elle insiste auprès des Américains pour qu'ils changent d'avis. Mais elle disait qu'il n'en était pas question, que ce n'était pas possible.

Alors il a eu l'idée qu'ils pourraient s'installer au Canada, et il a fini par la convaincre que c'était une solution viable. Elle a joliment aménagé pour eux une toute petite maison dans les environs de Toronto. Nous étions en 1950. Lui faisait la navette, comme un étudiant, depuis New York. Il revenait pour Noël, pour Pâques et pour les grandes vacances.

À partir du moment où il a pris sa retraite d'enseignant en 1953, il a passé plus de temps au Canada. Il y avait sans cesse des étudiants qui venaient lui rendre visite. Et bien d'autres personnes encore.

MB : C'est à ce moment-là que ses recherches ont pris une nouvelle direction. Il a commencé à davantage s'intéresser aux études anthropologiques. Mais je crains qu'il ne faille pour cela une autre conversation. Un grand merci pour ce formidable récit de la vie de Karl Polanyi. Vous nous avez permis de découvrir l'extraordinaire genèse de *La Grande Transformation* et de mieux comprendre en quoi ce livre a été le produit d'expériences historiques très différentes qui ont jalonné le XX^e siècle, et les raisons pour lesquelles il conserve toute son actualité aujourd'hui. ■

> Derrière le nationalisme économique de Trump

Peter Evans, Université de Californie, Berkeley (États-Unis), et membre des comités de recherche de l'ISA sur l'Économie et la Société (RC02), la Recherche sur les Futurs (RC07), les Mouvements de Travailleurs (RC44), les Classes sociales et les Mouvements sociaux (RC47) et la Sociologie historique (RC56)



La rhétorique de « L'Amérique d'abord » du Président Trump.

Le « nationalisme économique » a un passé vénérable. D'Alexander Hamilton à Friedrich List, puis à leurs héritiers du XX^e siècle en Amérique latine, en Afrique et en Asie, le nationalisme économique a représenté pour les pays pauvres un moyen intellectuel et idéologique de « rattraper » les pays riches. La rhétorique de l'« *America First* » de Trump et le rejet par les partisans du Brexit des liens économiques de la

>>

Grande-Bretagne avec ses voisins sont-ils le signe d'une nouvelle « montée du nationalisme économique » ? À y regarder de près, il semblerait que cette formulation soit largement trompeuse.

Le « nationalisme économique » à la manière de Donald Trump est une combinaison de manœuvres d'intimidation inopérantes et d'effets d'annonce. « *America First* » est le slogan favori de Trump, mais si son modèle de « nationalisme économique » doit certes sa popularité aux échecs du capitalisme néolibéral à l'échelle mondiale, il ne constitue en aucun cas une menace pour le capitalisme mondial. Il se peut qu'en achevant d'enterrer le TPP (*Trans-Pacific Partnership*, l'Accord de partenariat transpacifique), Trump ait suscité un moment de jubilation, mais une modification substantielle des accords de commerce existants paraît totalement chimérique. Les appels adressés aux entreprises américaines pour qu'elles ne délocalisent pas leurs emplois à l'étranger sont du plus bel effet mais rien n'indique que ces plaidoyers vont effectivement changer la donne dans les réseaux mondiaux de production.

Mais alors dans ce cas, pourquoi Steve Bannon – qui, malheureusement, était dans la clique de Trump ce qui se rapprochait le plus d'un stratège global – a-t-il affirmé que le « nationalisme économique » était le deuxième des trois piliers de la nouvelle administration ? À l'instar de Trump, Bannon considère le « nationalisme économique » comme un leitmotiv qui peut être déployé pour exploiter le ressentiment accumulé, qui se nourrit des appels au racisme et à la xénophobie, tout en décrédibilisant les élites politiques en place.

Depuis que « l'âge d'or du capitalisme » de l'après-guerre a pris fin il y a 40 ans, la vie sous le régime capitaliste néolibéral n'a pas été facile pour la majorité des Américains. À la stagnation des salaires s'est ajoutée une réalité déprimante et dégradante, les revenus et les privilèges se concentrant plus que jamais parmi les 0,001% les plus riches (ainsi que l'indiquent [Piketty, Saez et Zucman](#) dans un article récent). Au début du XXI^e siècle, ce désarroi s'est traduit par une nouvelle expansion des addictions, et une baisse sans précédent de l'espérance de vie des hommes de race blanche les moins instruits.

La classe politique américaine traditionnelle s'est retrouvée bloquée. Peu disposée à prendre le risque d'une mobilisation populaire contre le pouvoir du capital, mais en même temps incapable d'infléchir la dégradation des conditions de vie et le mécontentement croissant de la population, cette classe politique avait déjà échoué pendant des décennies de lutte bipartite à convaincre les Américains moyens que seul un système mondial fondé sur le « libre-échange » était à même d'améliorer leur sort.

Sa rhétorique agressive en faveur du « nationalisme économique » a permis à Trump de se distinguer du fra-

gile héritage mondialiste de cet establishment timoré. En réduisant les dommages structurels du capitalisme à un manque de fermeté dans les négociations avec les dirigeants étrangers – une faiblesse qu'un négociateur nationaliste belligérant serait à même d'infléchir – le nationalisme économique a réussi à détourner l'attention de ce qui caractérise véritablement la politique économique de Trump, qui consiste à permettre au capital de réclamer toujours plus de profits, et à supprimer les réglementations conçues pour offrir un minimum de protection face à un comportement économique prédateur.

C'est par ce tour de passe-passe que Trump a fait du nationalisme économique le « deuxième pilier » de son programme politique. Trump a beau être l'un des présidents des États-Unis dont la cote de popularité est la plus faible de l'histoire politique moderne, le nationalisme économique reste l'un de ses outils idéologiques les plus efficaces. Sans cet outil, les leviers du racisme et de la xénophobie seraient ses seules armes idéologiques.

Le Brexit apporte un éclairage complémentaire sur l'échec politique du mantra selon lequel « le marché libre mondial est synonyme de prospérité pour tous ». David Cameron s'est peut-être imaginé que le Britannique moyen partagerait son enthousiasme pour les banquiers de la City – qui tirent leurs profits de leur position privilégiée sur les marchés financiers internationaux – mais son arrogance a donné la possibilité aux Britanniques de voter directement au sujet d'un aspect particulier de la mondialisation économique – quelque chose qu'aucun dirigeant politique aux États-Unis, de Clinton à Obama, n'a osé consentir. La classe politique britannique est encore aujourd'hui sous le choc de ce rejet du mondialisme.

Trump et le Brexit ne portent pas atteinte à la capacité du capital mondial de faire du profit mais ils pourraient bien indiquer (ou entériner) un bouleversement de l'infrastructure politique du néolibéralisme mondial. Dans les pays du Nord global, les élites politiques ne peuvent plus considérer comme une évidence l'affirmation de Lénine selon laquelle « la république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ». Pour les élites, le fait de permettre à des citoyens ordinaires de voter sur des questions liées au capitalisme mondial apparaît tout à coup comme une entreprise risquée. Relayant la méfiance des élites, les électeurs montrent qu'ils doutent fort qu'en choisissant des dirigeants politiques parmi les options habituellement disponibles, leur sort s'en trouvera amélioré. Les élites aussi bien que les masses posent ainsi la question de savoir si les processus démocratiques progressistes serviront leurs intérêts, émettant par là la possibilité, selon les termes de Wolfgang Streeck, que « l'union forcée du capitalisme avec la démocratie soit en train d'éclater ».

Dans les pays du Sud global, le problème se pose de façon encore plus nette. Dans ces pays, les dirigeants poli-

tiques savent qu'ils doivent manœuvrer dans le cadre de la sphère politique fixée par le pouvoir du capital mondial et des règles qu'il impose. Ainsi, lorsqu'il s'exprime à Davos, Xi Jinping veille-t-il à ne pas apparaître comme un champion du nationalisme économique. Même les victoires inattendues du Brésil, de la Chine et de l'Inde au sein de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) ont été menées sur le terrain discursif des règles du commerce néolibéral. Plutôt que de proclamer la légitimité de leurs desseins nationalistes, leur stratégie a été de frapper les pays du Nord en dénonçant leur refus hypocrite de se plier à leurs propres règles de « libre-échange ». Cependant, nous ne sommes plus aujourd'hui dans le monde que David Harvey décrivait il y a une dizaine d'années, un monde où l'ascendant idéologique du néolibéralisme pouvait être considéré comme un fait acquis. S'il est vrai que les prétendus glorieux résultats de l'économie de marché ont pu envoûter Deng Xiaoping, Xi Jinping n'est, quant à lui, pas un vrai croyant. Le Chili de Pinochet n'est plus, et l'on trouvera difficilement aujourd'hui un attachement au néolibéralisme comparable à celui de Thabo Mbeki au début du XXI^e siècle en Afrique du Sud.

Même dans ce contexte de foi évanescence dans les formules néolibérales, les dirigeants des pays du Sud global restent vulnérables face au pouvoir du capitalisme mondial, et ont rarement la possibilité d'afficher un nationalisme économique à la manière de Trump. À défaut de pouvoir jouer la carte du nationalisme économique, c'est vers les leviers moins reluisants du racisme, de la xénophobie et de la répression que, trop souvent, les dirigeants politiques se tournent en cas d'échec des stratégies néolibérales.

L'évolution d'Erdoğan en Turquie, que retraçait Cihan Tuğal dans le numéro de septembre 2016 de *Dialogue Global* (GD6.3) en est une illustration qui vaut mise en garde. Dans un pays qui était au départ "le plus laïc et démocratique du Moyen-Orient", le Parti de la Justice et du Développement (AKP) d'Erdoğan a dans un premier temps épousé le capitalisme néolibéral. Puis, au fur et à mesure qu'il apparaissait que le capitalisme néolibéral ne pouvait pas lui assurer de base matérielle suffisante pour asseoir son hégémonie politique dans le respect des règles démocratiques conventionnelles, le régime a bifurqué vers ce que Tuğal qualifie de « totalitarisme dur », qui s'appuie sur « la mobilisation de masse et le fanatisme ».

En Inde, le régime de Narendra Modi constitue une variation sur le même thème. Les formes les plus extrêmes de sectarisme religieux ont désormais le champ libre dans un État où une démocratie représentative et laïque (même si elle était loin d'être parfaite) s'était maintenue envers et contre tout pendant 70 ans. Au début du XXI^e siècle, la conversion de l'Inde au capitalisme néolibéral a conduit à abandonner à son sort la majeure partie de la population

du pays, mais le BJP (Bharatiya Janata Party) de Modi a réussi à faire oublier ses liens étroits avec le grand capital en optant pour une stratégie ouverte de chauvinisme hindou qui passe par l'exercice de la terreur à l'encontre des musulmans et d'autres « étrangers » et hindous « infidèles ».

Qu'il s'agisse de Trump ou des pays du Sud, les bénéfices susceptibles d'être tirés des échanges et des réseaux de production mondiaux ne sont pas menacés par la « montée du nationalisme économique ». La véritable menace pour le bien-être des citoyens ordinaires et des communautés, c'est la progression de stratégies politiques réactionnaires conçues pour maintenir au pouvoir des élites qui n'ont ni la volonté politique ni la capacité de s'attaquer aux effets préjudiciables du capitalisme néolibéral global.

Donald Trump représente une menace mondiale, non pas parce qu'il est un partisan du nationalisme économique mais parce qu'il est le commandant en chef de l'appareil militaire le plus dangereux du monde. À en juger par les politiques effectivement mises en œuvre à ce jour, il n'est pas tant un « nationaliste économique » qu'un acteur politique qui a découvert que les formules stéréotypées du nationalisme économique sont utiles pour détourner l'attention de ses électeurs de son attachement aux aspects les plus rétrogrades de la domination capitaliste. D'autres dirigeants, qui doivent s'accommoder des échecs du capitalisme mais sont empêchés de jouer la carte du nationalisme économique par le pouvoir du capital mondial sur leurs économies nationales, ont tendance à user de méthodes plus violentes encore pour se maintenir au pouvoir.

Aucune logique « inexorable » ne nous impose d'accepter l'incapacité actuelle du capitalisme à améliorer le sort des gens, ou les odieuses stratégies employées par des dirigeants politiques pour rester au pouvoir. À moins d'être ébranlés par le choc d'une mobilisation progressive en provenance de la base, l'establishment politique partira toujours du principe que les contraintes économiques excluent toute possibilité de changement ; or l'inattendu en matière politique peut entraîner des possibilités imprévues autant que des revers décourageants.

Alors que les efforts déployés par Trump pour dissimuler un retour à un modèle plus réactionnaire de capitalisme en invoquant un prétendu nationalisme économique ne l'ont pas empêché d'enregistrer des niveaux record de désapprobation aux États-Unis, le responsable politique nord-américain qui enregistre actuellement la cote de popularité la plus élevée est Bernie Sanders, un homme qui a tenté de manière crédible de faire quelque chose de parfaitement inédit dans l'histoire des États-Unis, en aspirant à devenir le candidat à la présidentielle de l'un des deux grands partis qui dominent la vie politique américaine tout en se présentant comme un socialiste. ■

Toute correspondance est à adresser à Peter Evans <pevans@berkeley.edu>

> Le trumpisme et la colère de l'homme blanc

Raka Ray, Université de Californie, Berkeley (États-Unis)



La classe populaire blanche, noyau dur de l'électorat de Trump.

Dans les médias comme dans les articles spécialisés, il est désormais courant de présenter les personnes qui ont voté pour Trump (celles-là même qui assistent en masse à des manifestations de l'extrême droite comme celle de Charlottesville en Virginie) comme des *angry white men*, des hommes blancs en colère. D'où la question posée en titre par le *Washington Post* : « Why are so many white men so angry? », « Pourquoi tant d'hommes blancs sont-ils à ce point en colère ? ». D'après le sociologue Michael Kimmel, c'est un *aggrieved entitlement*, c'est-à-dire le sentiment d'être « lésé » dans ce qu'ils estiment leur revenir de droit, qui les unit. Après avoir procédé au décompte de la totalité des voix et à l'analyse des résultats des dernières élections présidentielles aux États-Unis, un groupe bien particulier d'électeurs se détachait clairement : 71% des hommes peu diplômés de race blanche ont voté pour Trump, ainsi que plus de la moitié des hommes de race blanche diplômés de l'enseignement supérieur (53%).

Bien que les études ne manquent pas sur ce que la gauche autant que la droite désignent comme le vote de « l'homme blanc en colère », je pense qu'il faudrait analyser plus en détail chacun des éléments de cette expression. Ce groupe d'électeurs est à la fois blanc et masculin et appartient à la classe populaire ; il faut donc analyser et interpréter ensemble ces trois éléments – race, classe sociale et genre.

Aux États-Unis, le déclin du fordisme et le déclin correspondant des « bons » emplois n'ont pas seulement été une question de classe sociale. Du début à la fin du XX^e siècle aux États-Unis, le fordisme assurait de bons emplois sur les chaînes de montage des industries de produits standardisés, distribuait de meilleurs salaires qui permettaient aux travailleurs d'acheter les produits qu'ils avaient fabriqués, et offrait un emploi de façon relativement stable. Mais le fordisme, en réalité, ne se résumait pas à cela. Reposant sur la production industrielle à grande échelle et la société de consommation, le fordisme n'était pas qu'une simple modalité de l'économie capitaliste. Il représentait en même temps le patriarcat : l'idéologie fordiste reposait en effet sur le *family wage* – l'idée selon laquelle un seul salaire peut subvenir aux besoins de toute la famille. Ce « salaire familial » supposait à son tour une division du travail dans laquelle les hommes étaient en charge de la production tandis que les femmes étaient en charge de la consommation (et contribuaient par ailleurs à l'alimentation et à la reproduction sociale des travailleurs). Que les hommes plutôt que les femmes aient les bons emplois découlait de postulats sexistes sur la juste place qui revenait aux hommes et aux femmes, mais aussi du fait que, l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes n'étant pas envisagée, il paraissait logique que ce soit les femmes, dont les possibilités de revenu étaient bien moindres, qui devaient rester à la maison. En effet, dans l'idée que beaucoup d'hommes se font de leur masculinité, il y a une notion essentielle, qui est leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille.

De ce pacte sur le salaire familial étaient exclus les hommes dont le salaire n'était pas suffisamment élevé, à savoir les Noirs et les travailleurs immigrés. Le fordisme a donc privilégié les travailleurs manuels qualifiés, masculins, et de race blanche. Étaient également exclues les femmes qui ne dépendaient pas d'un homme, et celles

dont les conjoints ne gagneraient jamais suffisamment pour subvenir par eux-mêmes aux besoins de leur famille. Comme c'était aussi l'époque où l'État a investi dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la vieillesse, une vie décente était envisageable et semblait bel et bien à la portée des ouvriers de race blanche.

Le déclin du fordisme a coïncidé avec plusieurs vagues de mouvements sociaux menés par des femmes et des gens de couleur pour réclamer plus d'égalité, l'égalité de salaire, le droit des femmes en matière de procréation, la liberté d'expression, la liberté pour manifester leur opposition à la guerre ou défendre la liberté sexuelle. Avec le déclin du fordisme et celui du salaire familial, le nombre de familles où les deux conjoints travaillent a augmenté et l'idéologie même du salaire familial s'en est trouvée bouleversée. Dans le contexte actuel d'un système capitaliste globalisé et financiarisé, la production a été délocalisée dans des pays à bas salaires, et de nombreux emplois ont tout simplement disparu en raison de l'automatisation. Le nouveau système a en même temps fait entrer les femmes sur le marché du travail et contribué à ce que les pouvoirs publics et les entreprises se désengagent en matière d'aide sociale.

Depuis plus de 40 ans, le salaire moyen des hommes blancs (corrigé de l'inflation) n'a pratiquement pas évolué, alors que celui des femmes blanches a quasiment doublé. Le revenu moyen des femmes noires a plus que doublé, et celui des hommes noirs a légèrement augmenté. Même avec la Grande Récession et une croissance économique modeste, les femmes blanches, les hommes noirs et les femmes noires ont progressé. En revanche, l'essentiel des augmentations de salaire des hommes blancs l'ont été au profit des plus fortunés.

Comme le fordisme touchait à la fois à des questions de classe, de race et de genre, son déclin a entraîné une réaction dans ces trois domaines : lorsque les ouvriers blancs ont perdu leur emploi, ils ont eu le sentiment de perdre leur masculinité, leur contrôle sur les femmes, et les avantages qu'ils avaient auparavant sur les personnes de couleur. Ils ont perdu ce qu'ils pensaient être. Même si l'expression d'« *aggrieved entitlement* » peut paraître adaptée, elle est à mon sens insuffisante.

L'analyse de la philosophe Nancy Fraser sur deux types de luttes politiques de l'histoire récente des États-Unis – les luttes pour la redistribution et les luttes pour la reconnaissance – se révèle utile pour réfléchir aux dimensions politiques de ces pertes. Fraser définit les luttes pour la redistribution comme des luttes contre les inégalités matérielles – en matière de revenus, de propriété foncière et d'accès à un emploi rémunéré, à l'éducation et à la santé. Avec la redistribution, ce sont donc les injustices socio-économiques qui sont visées. Les luttes pour la reconnaissance visent quant à elles les injustices symboliques, telles que la domination culturelle, l'absence de reconnaissance

et le mépris, au moment où des groupes victimes d'exclusion – parce qu'ils sont gays, ou transsexuels, ou noirs, ou des femmes – luttent pour le respect et l'intégration.

Bien que dans son analyse, Fraser fasse la distinction entre les luttes pour la redistribution et celles pour la reconnaissance, dans les faits – dans la vie réelle des gens – les deux sont d'ordinaire étroitement liées. Les hommes blancs qui n'ont pas fait d'études supérieures ont voté en 2016 pour la reconnaissance et la redistribution : ils voulaient être reconnus en tant qu'hommes qui n'étaient plus en mesure de pourvoir aux besoins de leur famille et qui craignaient par conséquent de se voir dénier le droit d'être des hommes. Dans cette catégorie d'hommes, beaucoup avaient le sentiment d'être vilipendés en tant que blancs, que leur communauté était considérée comme fanatique, que les femmes gagnaient du pouvoir et que l'État favorisait manifestement les personnes de couleur au moyen de politiques de discrimination positive.

La droite américaine a été plus habile que la gauche pour comprendre cette évolution et a su capitaliser dessus en mettant en avant certaines explications culturelles déjà existantes aux États-Unis, telles que :

- la distinction entre les pauvres « méritants » et les pauvres « non méritants » (soit l'idée que certains sont devenus pauvres parce qu'on leur a pris leur travail, à la différence d'autres qui n'ont simplement pas envie de travailler)
- le nativisme (la crainte que les immigrants ne se contentent pas de prendre aux « méritants » leur travail mais réussissent, de par leur nombre, à rendre l'Amérique moins blanche)
- et l'idée que c'est aux hommes qu'il revient d'être les soutiens de famille (ce qui implique que les femmes qui cherchent à diriger ou à concurrencer les hommes doivent être remises à leur place).

Le fait de déployer avec succès ces discours fondés sur la reconnaissance et la redistribution crée et alimente une politique du ressentiment qui caractérise les hommes blancs des classes populaires.

En dehors de quelques rares exceptions, la gauche américaine a davantage tendance à aborder séparément les considérations politiques sur la redistribution et la reconnaissance. Ainsi, les aspects politiques de la justice économique, ceux de la justice culturelle (des toilettes pour les transsexuels par exemple) et ceux de l'environnement sont-ils mis en avant par des mouvements souvent hostiles les uns aux autres. Des mouvements comme celui de *Black Lives Matter*, qui allient de fait les questions politiques de la reconnaissance à celles de la redistribution, n'ont pas encore trouvé d'écho auprès d'un large public. Alors qu'il est toujours plus difficile d'unir la gauche – pour diverses raisons, à la fois discursives et matérielles – cette association de facteurs a porté la droite au pouvoir et a contribué à ce que les hommes blancs des classes populaires se trouvent absorbés par ses promesses. ■

Toute correspondance est à adresser à Raka Ray <rakaray@berkeley.edu>

> Immigration et politique sous Trump

G. Cristina Mora, Université de Californie, Berkeley (États-Unis)



Le Président Trump est en train de bafouer le principe premier de l'histoire des États-Unis – à savoir que l'Amérique est une terre d'immigrants.

Dans la période qui a précédé l'élection de novembre 2016 aux États-Unis, il a beaucoup été question de qui a fait la grandeur du pays, et qui provoquera son effondrement moral et économique. Avec, au cœur de ce débat, les immigrants : les discours de campagne et déclarations grandiloquentes du candidat Trump étaient truffés d'allégations sur les « *bad hombres* » (mauvais hommes) et autres « criminels » originaires du Mexique ou d'ailleurs. Cette manière d'assimiler les immigrants à des délinquants, et les allusions incessantes aux suppressions d'emplois, ont alimenté une rengaine nationaliste et anti-immigration qui a atteint son paroxysme à la Convention républicaine, lorsque Trump est intervenu en invoquant la frontière entre le Mexique et les États-Unis devant une foule qui scandait « *Build A Wall* » (Construisez un mur).

De l'avis de nombreux spécialistes des questions liées à l'immigration, un tel emballement semblait totalement injustifié, et ce pour trois raisons. Premièrement, le solde migratoire est nul depuis une décennie. Chaque année il y a autant d'immigrants qui quittent les États-Unis que d'im-

migrants qui y arrivent, et les données les plus récentes semblent indiquer qu'il y a davantage de Mexicains qui quittent les États-Unis que de Mexicains qui s'y installent. En dépit des proclamations politiques au sujet d'une soudaine invasion de clandestins ou d'une forte poussée migratoire, l'ère de l'immigration de masse vers les États-Unis est révolue. Deuxièmement, de nombreuses études, y compris du Bureau du Budget du Congrès américain, montrent que les immigrants engendrent un bénéfice net global pour l'économie nationale. Les immigrants, même en situation irrégulière, payent des impôts, et les immigrants de deuxième génération forment l'un des groupes les plus entreprenants du pays. Qui plus est, les immigrants intègrent moins souvent les programmes d'aide sociale que les citoyens nés aux États-Unis – une réalité que les responsables politiques et les blogs ont tendance à oublier lorsqu'ils mettent en garde contre les *welfare queens* (les reines de l'assistanat) hispaniques. Enfin, troisième et dernier point, les immigrants *souhaitent véritablement* s'intégrer. Loin de constituer une menace pour la nation, l'immense majorité des immigrants, et notamment leurs enfants, apprennent l'anglais. Et, pour autant que cela ait de l'intérêt, on peut aussi noter que la plupart des immigrants sont croyants ; de fait, la grande majorité des *bad hombres* mexicains présents sur le territoire américain se déclarent chrétiens – ce qui avait fait dire à Ronald Reagan que les Latinos étaient des Républicains qui s'ignoraient.

Mais malgré l'abondance des études qui vont dans ce sens, la menace migratoire continue à faire l'objet d'un battage médiatique. Mais la droite est-elle seule responsable ? Pas tout à fait. Des médias centristes tout comme le courant dominant du Parti démocrate ont, eux aussi, contribué à jeter de l'huile sur le feu. Sans être aussi explicites que les médias conservateurs, des journaux comme le *New York Times* – par exemple – traitent souvent davantage des coûts et des délits liés à l'immigration que de ses avantages pour la société. Et malgré l'adoption finale du programme DACA (*Deferred Action for Childhood Arrivals*)¹,

>>



Le Président Trump menace d'abroger le programme DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals) mis en place par un décret de Barack Obama pour protéger les clandestins arrivés sur le sol américain lorsqu'ils étaient mineurs, et surnommés les dreamers (les rêveurs).

l'administration Obama a poursuivi la politique d'expulsion mise en place par l'administration Bush, au point d'expulser davantage d'immigrants que ses deux prédécesseurs réunis – un record qui lui a valu le titre d'« expulseur en chef ». À son actif, il faut reconnaître que son administration a ciblé les nouveaux arrivants plutôt que les immigrés installés de longue date ; en fait, cela n'a guère contribué à atténuer le coup porté aux défenseurs des droits des immigrants, lesquels espéraient une réforme en profondeur de la politique américaine de l'immigration et s'étaient laissé emporter par les discours de campagne d'Obama et ses « Yes We Can ».

Et pourtant l'idée que les Démocrates puissent se poser en défenseurs des droits des immigrants apparaissait comme une perspective prometteuse durant les mois qui ont précédé les élections de novembre 2016. À la convention nationale démocrate, le candidat démocrate à la vice-présidence Tim Kaine émaillait son discours d'expressions en espagnol, tout en assurant aux immigrants qu'une vaste réforme de l'immigration figurerait parmi les priorités du Parti démocrate. Hillary Clinton a organisé de grands rassemblements au Texas et en Floride, promettant régulièrement qu'elle tiendrait ses engagements en matière d'immigration, en faisant ce que l'administration Obama n'avait pas fait. Forts de ces promesses, les groupes de défense des Hispaniques/Latinos se sont mobilisés en organisant une campagne massive pour inciter les électeurs à se rendre aux urnes, ce qui a finalement permis aux Démocrates de conserver plusieurs États du Sud-Ouest et de faire entrer la première femme hispanique au Sénat.

Les groupes de défense des intérêts de la communauté asiatique n'ont pas été en reste. Bien que moins nombreux que leurs homologues hispaniques, les organisations asiatiques jouent un rôle important dans le mouvement pour

les droits des immigrants. Dans les mois qui ont précédé le scrutin, ces lobbys asiatiques ont prétendu que les électeurs asiatiques allaient changer la donne dans des États en ballottage comme la Virginie ou le Nevada. Ils ont également organisé de très vastes campagnes d'inscription sur les listes électorales, en avisant les Démocrates qu'ils feraient bien de donner à la réforme de l'immigration une place centrale dans leur programme électoral.

Malgré ces efforts remarquables, les Hispaniques et les Asiatiques n'ont pas réussi à modifier le résultat du scrutin. Car c'est dans des petites villes du Michigan, de Pennsylvanie et de l'Ohio – et non dans les régions côtières qui sont le point d'entrée des immigrants – que le sort de la nation a été scellé. Les États de la *Rustbelt*, la ceinture industrielle en crise du Midwest, ont en effet vu leur population immigrée doubler depuis le début des années 1990, et les immigrants accéder à des emplois non seulement dans les champs mais aussi dans les usines. Avec leur look d'étrangers et leur culture venue d'ailleurs, ces immigrants sont probablement devenus une cible de choix pour des politiciens de droite qui cherchaient un moyen de rallier leur base. Pour ces dirigeants politiques, il était plus facile de rendre les immigrants responsables des pertes d'emplois et des difficultés économiques que de parler plus généralement du fonctionnement du capitalisme mondial et de l'augmentation des inégalités.

Dès lors, comment la cause des immigrants peut-elle être défendue – a fortiori si les réalités de l'immigration sont ignorées par le pouvoir politique à Washington ? La réponse n'est pas évidente, si ce n'est que c'est dans les États que va se jouer dans l'immédiat la défense de la cause des immigrants. La Californie, par exemple, a donné le droit à une couverture santé et à un permis de conduire à des immigrants sans papiers, leur apportant ainsi un peu de sécurité et le sentiment d'une certaine

législation de leur intégration. Des villes, en Californie et dans d'autres États, se sont par ailleurs proclamées « refuges » pour les immigrants, dans un geste symbolique qui transmet malgré tout un message de résistance à l'administration Trump.

L'avenir n'en est pas moins sombre. Trump contrôle le même système complexe d'expulsion peaufiné par Obama, et il a continué durant sa première année de mandat à associer immigration et crime. Son *Muslim Travel Ban* ou décret anti-immigration, par exemple, a contribué à raviver le débat national sur le lien entre musulmans et terrorisme. En accordant sa grâce présidentielle à Joe Arpaio, le shérif de l'Arizona qui a ignoré une décision de justice en emprisonnant des immigrants au seul motif qu'ils n'avaient pas de papiers, Trump fait, là encore, passer son message sur les « *bad hombres* ». Il tente par ailleurs de mettre fin au programme DACA, bien que celui-ci concerne les immigrants arrivés aux États-Unis lorsqu'ils étaient mineurs et qui n'ont pas été reconnus coupables de crime grave ni ne représentent de menace pour la sécurité publique.

La solution se trouve-t-elle dans la protestation ? En 2006, des centaines de milliers de militants pour les droits des immigrants ont défilé au cri de « Aujourd'hui nous manifestons, demain nous votons » et « Les droits des immigrants font partie des droits humains ». Plus de dix années ont passé, et aucune des promesses n'a abouti. Faute de régularisation, les immigrants ne sont pas devenus des citoyens pouvant exercer un droit de vote. En cette ère de nationalisme américain à la manière de Trump, les appels

lancés par les activistes en faveur des « droits humains », ou pour que les Américains considèrent les immigrants comme partie intégrante d'une communauté globale de citoyens, apparaissent malheureusement totalement inadéquats. Aujourd'hui, les activistes craignent d'ailleurs que de nouvelles mobilisations n'entraînent par contrecoup une réaction hostile : le nombre d'arrêts locaux anti-immigrants a connu une brusque augmentation au lendemain des manifestations de 2006.

La réforme de l'immigration est un pion qui est exploité par les deux camps. Lutter pour le regroupement familial et pour donner aux immigrants la possibilité de réaliser leur « rêve américain » est certainement justifié – et les activistes qui défendent les droits des immigrants travaillent sans relâche dans ce sens. Aucun parent ne devrait être séparé de ses enfants nés aux États-Unis, et aucun individu ne devrait se voir refuser le droit à la sécurité, à un logement et à d'autres avantages pour la simple raison qu'il est né du mauvais côté du mur. En même temps, il nous faut reconnaître que des changements majeurs dans la politique des États-Unis en matière d'immigration ne vont vraisemblablement jamais se produire, car le système apporte précisément ce pour quoi il a été élaboré : tel qu'il a été conçu et mis en œuvre, il fournit une main-d'œuvre captive qui permet de financer nos marchés internationaux et de rendre l'exploitation possible. Aucune mesure provisoire, aucune modification de détail de la politique migratoire américaine ni aucun programme de régularisation à court terme ne saurait renverser cette tendance générale. ■

¹ Le DACA (*Deferred Action for Childhood Arrivals*) est le nom donné au décret présidentiel d'Obama qui autorisait les personnes entrées sur le territoire avant leur majorité et qui sont entrées ou restées illégalement dans le pays, à bénéficier d'un report de deux ans avant d'être expulsées et à pouvoir obtenir un permis de travail.

Toute correspondance est à adresser à G. Cristina Mora <cmora@berkeley.edu>

> L'offensive de Trump contre les syndicats

Ruth Milkman, City University of New York (États-Unis), et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de travailleurs (RC44)



Une fois que le candidat Trump a réussi à attirer les militants de base des syndicats, les dirigeants syndicaux ont commencé à se rassembler derrière le Président. Ici, le Président Trump apparaît entouré de responsables syndicaux à la Maison-Blanche.

L'annonce de la mort du mouvement syndical aux États-Unis était déjà un sujet classique dans le discours politique de la gauche bien avant l'ascension inattendue de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Cela fait maintenant plusieurs décennies que le taux de syndicalisation des travailleurs ainsi que l'impact des grèves déclinent régulièrement – suivant une tendance qui s'est fortement accélérée au début des années 80 après l'élection de Ronald Reagan, dont l'appel populiste à la classe ouvrière blanche de la « ceinture de rouille » préfigurait la campagne de Trump 36 ans plus tard. Il est intéressant de rappeler que Reagan avait obtenu en 1980, parmi les ménages comportant un membre syndiqué, un pourcentage de votes très légèrement supérieur (45%) à celui que Trump a obtenu l'année dernière (43%).

Bien sûr, l'effondrement des syndicats dans les années qui ont suivi, avait contribué à réduire fortement la propor-

tion d'électeurs faisant partie d'un ménage comportant un membre syndiqué. En 2016 aux États-Unis, seuls 10,7% des travailleurs salariés, dont 6,4% dans le secteur privé, étaient syndiqués, en chute par rapport à une pointe de 35% au milieu des années 50. Le taux de grève a également rapidement chuté à partir du début des années 80, et les grèves ont souvent été provoquées par les employeurs pour contraindre les syndicats à renoncer aux droits acquis. Des lois portant sur le « droit au travail » (qui interdisent dans le secteur privé les *union shops* – c'est-à-dire l'obligation, à l'embauche, d'adhérer à un syndicat), qui concernaient 20 États en 1975, ont été étendues à 27 États à la fin de 2016, y compris d'anciens bastions syndicaux comme le Michigan et le Wisconsin. En février dernier, un 28^e État, le Missouri, a rejoint leurs rangs. Or on sait bien que la démobilitation des syndicats autrefois puissants est allée de pair avec l'explosion des inégalités au cours des 40 dernières années.

Pour les organisations syndicales, le seul point positif de ces dernières années se situe dans le secteur public, où les taux de syndicalisation sont beaucoup plus élevés et relativement stables. Mais suite à la Grande récession de 2008, cela aussi a commencé à changer, alors qu'une série de nouvelles lois limitant la capacité de négociation collective dans le secteur public a gagné du terrain dans les États contrôlés par les Républicains. Le cas le plus emblématique a été celui du Wisconsin, qui en 1959, avait été le premier État à légaliser la négociation collective dans le secteur public. Or en 2011, le gouverneur républicain nouvellement élu, Scott Walker, a fait adopter un projet de loi restreignant de manière radicale les droits des syndicats dans le secteur public. Malgré des protestations massives, la mesure a été adoptée, et Walker a réussi à faire promulguer la loi.

Les conséquences ont été désastreuses : la proportion de travailleurs syndiqués dans le secteur public a chuté de 50,3% en 2011 à 22,7% en 2016. Et ainsi que Gordon Lafer le montre dans son livre *The One Percent Solution* publié en 2017, le Wisconsin n'a représenté que le premier round d'une campagne systématique de la droite visant à miner les syndicats du secteur public à travers tout le pays – d'autant plus qu'ils restent une source importante de financement politique des candidats démocrates. À l'échelle nationale, le taux de syndicalisation du secteur public n'a que faiblement chuté, passant de 36,8% en 2008 à 34,4% en 2016. Mais cela va changer au fur et à mesure qu'un plus grand nombre d'États « rouges » (républicains) vont suivre l'exemple du Wisconsin.

Dès la première année du mandat de Reagan, la classe ouvrière blanche a été brutalement trahie par un candidat que tant d'entre eux avaient soutenu – étant lui-même un ancien syndicaliste. Reagan est connu pour avoir licencié des milliers de contrôleurs aériens à la suite de la grève

qu'ils avaient lancée en 1981 – un événement qui est resté dans les mémoires comme un moment clé dans le déclin des organisations syndicales. Ce qui est plus affligeant encore c'est que, l'année précédente, le syndicat des contrôleurs aériens avait apporté son soutien à Reagan lors de sa campagne présidentielle. Bien que les employés travaillant pour le gouvernement fédéral n'aient pas le droit de faire grève, ils y ont quand même eu recours périodiquement ; la réponse extrêmement dure de Reagan au débrayage des contrôleurs aériens était sans précédent dans la période de l'après-guerre. L'écrasement de leur syndicat a constitué pour les travailleurs la marque tragique de l'ère Reagan, mais son administration a pris encore d'autres mesures visant à affaiblir les syndicats – allant même jusqu'à éliminer pendant un moment la collecte au niveau fédéral des données concernant l'adhésion syndicale (un changement qui, face aux protestations des entreprises, a vite été annulé).

Dans ses discours de campagne, Trump rendait régulièrement hommage à l'« homme oublié », invoquant des représentations de la masculinité incarnée dans le travail manuel, particulièrement dans le secteur du bâtiment où il a bâti sa propre fortune. En même temps, il exprimait son dédain pour ceux qui ont fait des études et travaillent dans des bureaux ou des espaces cloisonnés plutôt que dans les usines ou sur les chantiers. L'empathie rhétorique de Trump pour la classe ouvrière blanche, et sa posture antiélitiste au nom de ceux que Hillary Clinton a traité de « pitoyables » dans une déclaration mémorable, font penser aux appels que Reagan adressait à ce qu'on désignait alors comme les « démocrates de Reagan ». Même le slogan « Make America Great Again » est une réédition d'un slogan d'abord créé pour Reagan en 1980.

Mais si la rhétorique de Trump fait écho à celle de Reagan, la véritable politique du nouveau Président concernant les relations du travail n'est pas – du moins jusqu'à présent – aussi explicite que le furent les attaques caractérisées de Reagan contre les syndicats. Même si les gens sont captés par le flot continu des tweets et diatribes explosifs de Trump sur d'autres sujets et par l'agitation incessante au sein de la Maison-Blanche, les visées antisyndicales longuement mûries par la droite sont en train de progresser discrètement mais sûrement. Conformément à la rhétorique de campagne qui fustigeait les réglementations jugées responsables de la « destruction de l'emploi », l'administration Trump a pris des mesures en vue de démanteler diverses réglementations du travail promulguées pendant les années Obama, cherchant notamment à éliminer l'augmentation prévue du seuil minimal (inchangé depuis 1975) donnant droit au paiement des heures supplémentaires. Et bien qu'elle soit rarement présentée comme une question concernant les « travailleurs », l'abrogation de l'*Obamacare* (l'assurance santé mise en place par Obama) se répercuterait de manière disproportionnée sur la classe ouvrière blanche.

Les cinq membres du NLRB (le Bureau national des relations du travail qui régit les négociations collectives du secteur privé aux États-Unis) nommés par Trump sont notoirement opposés aux syndicats, faisant une nouvelle fois écho à l'ère Reagan. Deux membres du NLRB nommés par Trump sont déjà en place, et un troisième les rejoindra lorsque le mandat d'un titulaire du poste aura expiré en décembre. À ce stade, les membres désignés par Trump contrôleront de fait l'institution du NLRB. À partir de 2018, toute une série de décisions du NLRB émises pendant l'ère Obama et favorables aux organisations syndicales, vont presque certainement être abrogées. Celui qui initialement avait été nommé pour diriger le Département américain du Travail, le magnat du fast-food Andrew Puzder, a été contraint de se retirer, mais pour des actes présumés de violence conjugale et l'embauche d'un immigré sans papiers et non en raison de sa vive opposition à la réglementation du travail.

Cependant, pour les syndicats américains, la nomination de Trump la plus lourde de conséquences est celle de Neil Gorsuch à la Cour suprême. De l'avis de pratiquement tous les observateurs, le vote de Gorsuch risque d'être déterminant dans l'affaire *Janus v. AFSCME*, actuellement inscrite au rôle du Tribunal. L'affaire, portée par un petit groupe d'employés du secteur public de l'Illinois avec le soutien de la Fondation pour le droit national au travail et du Liberty Justice Center, de tendance conservatrice, pourrait aboutir à la suppression des frais de « participation équitable » ou de « gestion » payés par des non-membres couverts par les accords de négociation collective dans le secteur public. Les lois de la plupart des États imposent aux syndicats du secteur public de représenter tous les salariés lors des négociations de secteur, et pas seulement ceux qui sont syndiqués. Ces *fair-share fees* servent à couvrir les coûts de cette représentation et éviter qu'il y ait des « profiteurs ». Quelques États (y compris le Wisconsin et l'Iowa) ont d'ores et déjà interdit le prélèvement de ces frais, et le cas *Janus* étendrait cette interdiction à tout le pays. Ce serait une catastrophe pour les syndicats du secteur public, aussi bien dans les États contrôlés par les Démocrates que dans ceux contrôlés par les Républicains.

Cependant, il n'est pas dit que cette manière brutale soit étendue à toutes les organisations syndicales. Jusqu'à

présent, dans ses relations avec les syndicalistes, Trump a suivi la stratégie classique qui consiste à « diviser pour régner », suivant des distinctions clairement délimitées par la race et le genre. Dès son premier jour de travail après son investiture, Trump a invité un groupe de syndicalistes du bâtiment à la Maison-Blanche ; par la suite, il a tenu des réunions similaires avec des représentants syndicaux de la police. Ces dirigeants syndicaux représentent des membres qui sont dans leur immense majorité des hommes et pour la plupart des Blancs. Un autre exemple des efforts de Trump pour attirer les secteurs les plus réactionnaires des organisations syndicales, est l'opération de séduction menée en direction du syndicat des agents des services de douane, dont il s'est d'ores et déjà engagé à renforcer les rangs. Son opposition déclarée à l'Accord de libre-échange nord-américain (NAFTA) et à d'autres accords de libre-échange a trouvé un écho auprès de certains leaders syndicaux de ce qui reste du secteur industriel, même si d'autres mettent en doute ses *fake news* concernant le maintien aux États-Unis des emplois dans l'industrie.

Toutefois, de telles conduites amicales sont manifestement absentes dès qu'il s'agit des syndicats du secteur des services et du secteur public, composés majoritairement de femmes et de gens de couleur – et dans certains cas aussi des travailleurs immigrés que Trump fustige régulièrement dans ses discours xénophobes. Ses efforts acharnés pour monter les travailleurs américains de souche – dont la grande majorité n'est pas syndiquée – contre les travailleurs immigrés est une autre facette, et peut-être la plus inquiétante, de sa stratégie visant à diviser pour régner. En cela, Trump s'écarte nettement de Reagan, qui avait présidé à la dernière grande réforme de l'immigration (*Immigration Reform and Control Act* de 1986) et permis la régularisation de millions d'immigrants sans papiers. À cette importante différence près, l'approche de Trump concernant les travailleurs et les syndicats est étrangement similaire à celle du « Grand Communicateur ». S'il y a jamais eu un exemple patent d'une répétition de l'histoire, d'abord sous forme de tragédie, puis sous forme de farce, c'est bien celui-là. ■

Toute correspondance est à adresser à Ruth Milkman <mmilkman@gmail.com>

> Un Brumaire américain ?

Dylan Riley, Université de Californie, Berkeley (États-Unis)

Napoléon III, Président de la France entre 1848 et 1852, représente selon Karl Marx le prototype même du dirigeant charismatique qui surgit – comme Trump – au moment où la classe capitaliste a perdu son hégémonie.



La victoire de Trump est-elle le signe d'un changement radical de la politique américaine ? Oui, assurément, mais peut-être pas de la façon que l'on croit. Loin d'être la manifestation d'un fascisme naissant, la prési-

dence de Trump représente une évolution vers un « néo-bonapartisme », où un leader charismatique vient se substituer à un projet jusque-là hégémonique. Comme dans sa version française du XIX^e siècle, ce nouveau bonapartisme est lié à une crise d'hé-

>>

gémonie due à l'érosion de la base matérielle qui a permis à la classe capitaliste américaine de servir ses intérêts tout en prétendant représenter ceux de l'ensemble de la population. Cette crise a conduit à une fragmentation et à un affaiblissement du système des partis dans le contexte d'un État pré-moderne et d'une population profondément dépolitisée. Pour apporter une réponse politique adéquate à Trump, il est nécessaire d'aborder les caractéristiques institutionnelles sous-jacentes, tant économiques que politiques, qui ont rendu son élection possible.

> Hégémonie et crise

Des années 1930 aux années 1970 – une période enserrée entre deux crises économiques – la classe capitaliste a conservé aux États-Unis une hégémonie de type fordiste, fondée sur des salaires élevés, de confortables bénéfices et un (relatif) plein emploi. La longue période de prospérité qui a suivi la Seconde Guerre mondiale a permis aux administrations tant démocrates que républicaines de faire bénéficier la classe ouvrière d'importantes avancées. Mais à partir de 1973, le ralentissement de l'économie américaine a ébranlé ce système. Pour le monde des affaires, la rapide croissance de la productivité et la hausse des profits rendaient tolérable l'expansion de l'État providence. Mais les règles du jeu ont changé lorsque la concurrence en provenance d'Allemagne, du Japon, des « tigres asiatiques » et finalement de la Chine, a entraîné une chute des taux de profit. Le capital est passé à l'offensive à partir du milieu des années 1970, et les deux grands partis n'ont pas tardé à s'adapter. Le désengagement de l'État a commencé aux États-Unis avec Carter, et s'est poursuivi jusqu'aux années Obama. Le néolibéralisme – la nouvelle formule hégémonique – promettait, par le jeu du marché, liberté et auto-détermination à des travailleurs redéfinis comme des consommateurs. Au lieu des hausses de salaire et des programmes d'aide sociale, c'était

désormais la baisse des impôts qui faisait consensus.

La crise de cette formule néolibérale remonte au 3 octobre 2008, lorsqu'un plan de sauvetage des banques de 700 milliards de dollars, connu sous le nom de TARP (*Troubled Assets Relief Program*), fit apparaître au grand jour l'hypocrisie sur laquelle reposait l'idéologie du libre marché. Les éléments néolibéraux ont subsisté pendant les années Obama, en même temps que des concessions (relativement peu coûteuses) étaient faites sur les questions environnementales et celles liées à la communauté LGBTQ. On ne saurait cependant qualifier l'administration Obama d'ouvertement néolibérale. Obama est allé plus loin que Bush dans son soutien au capital financier et aux riches détenteurs d'actifs, en particulier avec les aides financières considérables qu'a représenté l'*Affordable Care Act* (la réforme de l'assurance santé d'Obama, connue sous le nom d'*Obamacare*) pour le secteur des assurances. Pendant les années Obama, la relation entre les particuliers et l'État a été réorganisée, des pans entiers de l'économie capitaliste devenant de plus en plus dépendants de l'État.

Trump a fort bien réussi à politiser la faillite du néolibéralisme. Bien que son programme économique ait été sévèrement critiqué par l'ensemble des commentateurs dignes de ce nom – à l'instar de Paul Krugman, chroniqueur du *New York Times* (et prix Nobel d'économie) qui condamna le discours d'investiture de Trump en tant que « dystopie d'un déclin social et économique qui n'a pas grand-chose à voir avec la réalité des Américains » – les problèmes de fond que soulève Trump sont bien réels. En 1980 aux États-Unis, l'industrie manufacturière représentait encore 22% des emplois, et jusqu'à 30% dans la plupart des comtés qui se trouvent à l'est du Mississippi, du Nord au Sud ; en Californie du Sud et dans la région nord-ouest de la côte Pacifique des États-Unis, s'ajoutaient à ces

chiffres les emplois dans l'aéronautique. En 2015, l'industrie manufacturière ne représentait plus que 10% des emplois, ce déclin touchant non seulement la fameuse « ceinture de rouille » de l'Upper Midwest mais aussi – et c'est un élément fondamental – les États du Sud et les États les plus à l'Ouest. La désindustrialisation a eu des conséquences sociales bien réelles – pauvreté, consommation de drogue, etc.

Alors que la base manufacturière du pays a été considérablement érodée et que le salaire moyen a stagné, la rémunération des PDG s'est envolée. Les intérêts de la classe capitaliste américaine sont par conséquent de plus en plus déconnectés de ceux du reste de la population. C'est précisément en ce sens que l'élection de Trump est l'expression d'une crise de leadership de la classe dirigeante. L'élite de la société américaine ne peut plus prétendre de manière plausible que ses intérêts particuliers coïncident avec ceux de la majorité de la population.

> 2016, une élection inattendue ?

D'une certaine manière, l'élection de 2016 aura été au plan historique une surprise. Mais trois puissants facteurs structurels l'ont rendue possible : l'érosion du système des partis (qui a ouvert la voie aux frondes menées par Trump et Sanders), le caractère pré-moderne de l'État aux États-Unis, et enfin, l'apathie politique généralisée. Si le premier facteur est trop évident pour faire l'objet d'un développement, les deux autres méritent qu'on s'y arrête.

Le caractère pré-moderne des institutions étatiques des États-Unis a joué un rôle considérable dans la victoire de Trump. Conçu à l'origine pour protéger les intérêts d'une oligarchie esclavagiste en faussant le vote, le système électoral américain partage certaines caractéristiques de l'Empire germanique sous Guillaume II ou du parlement italien de l'époque

de Giolitti : suffrage limité, scrutin majoritaire à un tour, importants mécanismes visant à restreindre l'accès au vote, et collège électoral par État. Trump a remporté les élections bien qu'il n'ait pas obtenu la majorité du vote populaire, avec près de trois millions de voix de moins que son adversaire démocrate. En fait, avec la progression de l'urbanisation, le pouvoir de déformation du système électoral américain de type « ancien régime » est devenu encore plus flagrant.

L'apathie politique généralisée a également été déterminante dans l'issue du scrutin. À peine 55% de la population en âge de voter a participé au scrutin. Comme toujours, ce sont surtout les électeurs les plus aisés et les plus instruits qui sont allés voter. Les sympathisants démocrates semblent avoir eu davantage tendance à bouder les urnes que leurs homologues républicains : d'après un sondage, 46% des électeurs républicains inscrits ont voté, contre seulement 42% des électeurs démocrates inscrits, les personnes de couleur étant surreprésentées parmi les abstentionnistes. Une participation à peine supérieure de la base électorale démocrate aurait suffi à stopper Trump.

> L'érosion de l'adhésion

Quelles sont les solutions avancées par Trump ? Au vu de son incapacité à légiférer, sa réponse semble se résumer à se débarrasser de réglementations environnementales et de sécurité jugées « inutiles », afin de réduire les coûts pour les fabricants, les constructeurs et les consommateurs et ainsi stimuler la demande. Une hausse des droits de douane sur les produits importés ainsi qu'un durcissement de la lutte contre l'immi-

gration sont par ailleurs censés favoriser l'emploi des autochtones dans l'industrie. Mais l'idée selon laquelle les « réglementations » constituent un obstacle majeur à l'investissement dans le pays laisse quelque peu perplexe.

Faut-il s'attendre à une reconfiguration géopolitique ? Bien que résolument incapable de créer les conditions d'une politique étrangère cohérente des États-Unis (avec notamment le retrait de l'Accord de Paris, pourtant non contraignant, ou le refus d'émettre de simples vœux sur les « droits de l'homme » et la « démocratie »), aucun changement majeur ne semble se profiler à l'horizon : l'OTAN et le Japon seront défendus sans réserve, et les guerres menées sous Bush et Obama seront poursuivies indéfiniment.

> Les perspectives pour l'avenir

Quelles seront les nouvelles formes du combat politique ? Sur le terrain des relations internationales, Trump envisage une expansion fondée sur le développement d'infrastructures « capitalistes étatiques », associée à une stratégie de négociation avec l'étranger où tous les coups seraient permis. Mais son projet semble foncièrement incohérent. Comment les États-Unis peuvent-ils accumuler d'énormes déficits et parallèlement entrer en conflit avec la Chine, dont l'épargne pourrait être amenée à financer ces excès de dépenses ? D'après combats sont à prévoir entre fractions de la classe dominante pour accéder aux ressources du gouvernement fédéral.

Trump n'est pas un fasciste parce qu'il est dépourvu d'une organisation

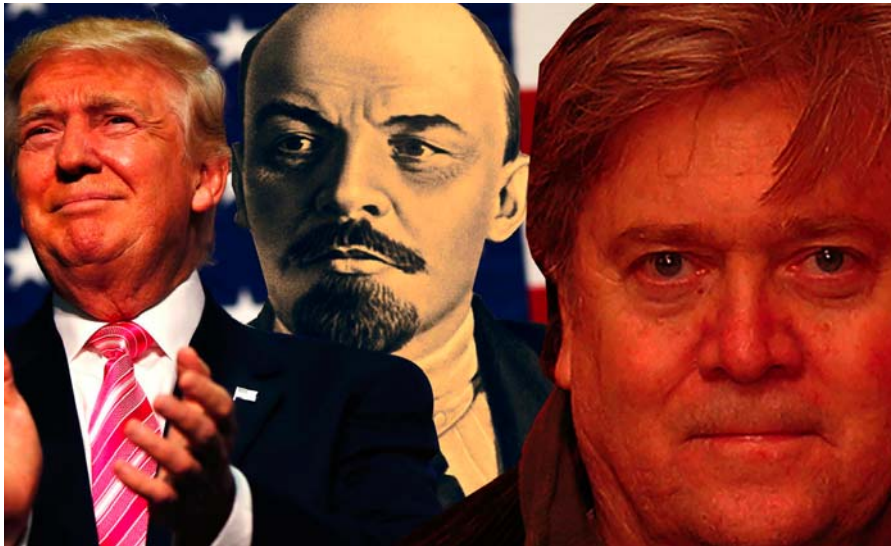
de parti, d'une milice et d'une idéologie ; et sa politique étrangère est « isolationniste » plutôt qu'expansionniste au sens du fascisme classique. On serait facilement tenté de le comparer à Berlusconi mais il y a deux différences importantes. D'abord, le magnat italien était bien plus une figure de l'establishment que Trump : doté comme il l'était d'un vaste empire médiatique à sa disposition, il entretenait d'étroites relations avec la classe politique du pays, ce qui fait défaut à Trump. D'autre part, et c'est un point sans doute plus important encore, le modèle de Berlusconi était Ronald Reagan, et il faisait appel au désir qu'avaient les Italiens d'adopter le style de vie à l'américaine. En bref, Berlusconi était un néolibéral tardif – un moule que Trump s'emploie clairement à briser. Il serait sans doute plus utile de chercher des analogies du côté de Poutine ou Orban. De ce point de vue, on peut considérer Trump comme une figure « néo-patrimoniale », décidée à se constituer une cour informelle de fidèles et à les faire bénéficier des largesses de l'État.

Un programme économique « trumpiste de type keynésien » – perspective de plus en plus douteuse – pourrait canaliser les ressources fédérales vers l'Upper Midwest dans l'espoir de consolider une coalition électorale à long terme. Mais le projet d'une relance de l'économie américaine par un type de capitalisme piloté par l'État semble anachronique et fort peu probable. On peut donc s'attendre à voir se poursuivre la dérive et le déclin actuels. D'un autre côté, la profonde fracturation de l'élite que concrétise la victoire de Trump pourrait ouvrir la voie à un changement progressiste aux États-Unis. ■

Toute correspondance est à adresser à Dylan Riley
<riley@berkeley.edu>

> La montée de la droite léniniste

Cihan Tuğal, Université de Californie, Berkeley (États-Unis)



Steve Bannon, tête pensante de l'alt-right, la droite alternative américaine, reprend explicitement l'appel de Lénine à détruire l'État.

La victoire du populisme de droite aux États-Unis a pris la moitié du pays par surprise. Cette victoire n'est pourtant guère surprenante si on la replace dans un contexte historique mondial. En bref, les cycles d'expansion et de récession de l'ère néolibérale sont arrivés à épuisement. La crise économique ne se traduit pas directement par une crise politique générale, mais l'offensive idéologique menée depuis les années 70 contre toute forme de collectivisme a privé l'humanité de solutions orientées au centre ou à gauche permettant de remédier au capitalisme. La dégénérescence

néolibérale tout comme l'anticollectivisme persistant sont des tendances mondiales, que je ne traiterai pas ici en détail. Aux États-Unis, ces tendances se sont accentuées depuis plusieurs dizaines d'années sous l'effet d'un déplacement historique du discours et de l'action politiques populistes de la gauche vers la droite. Aussi la gauche n'est-elle même pas capable d'organiser une véritable contestation populiste (et à fortiori de sauver le capitalisme ou de le renverser), alors même que la contestation menée par la droite regorge d'énergie, d'enthousiasme et de promesses – à défaut de proposer de véritables solutions.

> La libéralisation de la gauche

La gauche ne peut plus s'exprimer sur le mode populiste de manière convaincante : elle ne sait pas comment s'y prendre ; et de toute façon, la plupart de ses idéologues s'y refusent. Afin de comprendre pourquoi les accents populistes sont si étouffés au sein de la gauche américaine, il est nécessaire de revenir sur l'histoire qui a conduit à l'actuel antipopulisme.

Paradoxalement, ce phénomène date à mon avis de ce qui apparaissait a priori comme la révolte la plus démocratique du XX^e siècle : celle de

1968, telle qu'elle a été vécue en Occident. Anticapitaliste, la révolte de 1968 a été également une révolte contre les excès étatistes et bureaucratiques du stalinisme, de la social-démocratie et du New Deal. Quoique justifié à de nombreux égards, l'esprit antibureaucratique du moment a en fin de compte conduit beaucoup de gens à tirer des conclusions erronées de l'effondrement de l'étatisme et de la victoire du (néo)libéralisme. 1968 a été une erreur nécessaire : la droite s'en est remise ; la gauche, non.

Les deux principaux héritiers de 68 en Occident – la gauche libérale et les mouvements autonomes/anarchistes – ont développé une défiance irréversible non seulement à l'égard des organisations, des idéologies et des hiérarchies mais aussi des propos exprimés au nom de majorités, au nom du « peuple ». Tout propos (et toute stratégie politique) de ce genre a fini par être taxé de « totalisant » et de totalitaire (par l'extrême gauche), ou d'« irresponsable » et d'inutile (par la gauche libérale). Sauf dans les pays du sud de l'Europe (où le populisme de gauche est revenu sur le devant de la scène, quoique sans ancrages de classe, idéologiques ou organisationnels) et en Amérique latine, c'est la droite qui a occupé ce nouvel espace vide.

Défait sur le plan théorique, l'esprit libertaire de 68 a nourri l'anti-étatisme néolibéral. Mais la conséquence la plus néfaste a été la division de la gauche qui a suivi, entre nihilisme post-moderniste et libéralisme de gauche.

Quel était le projet de la gauche libérale ? Bien que ses causes et ses manifestations soient mondiales, c'est aux États-Unis et en Grande-Bretagne que la gauche libérale a trouvé son expression la plus pure. Avec « l'inclusion » comme mot d'ordre – qui en est venue à remplacer « l'égalité ». Inspirée par des sociologues comme Anthony Giddens, ce nouveau centrisme anglophone (New Labour et clintonisme) s'est

employé à faire participer plus de personnes aux bienfaits du régime. En 30 ans, les discriminations fondées sur la race, le genre, ou l'orientation sexuelle ont diminué, mais la taille du gâteau à répartir a rétréci. Ainsi, des hommes et des femmes noirs ou hispaniques, des musulmans même, ont accédé dans les institutions à des postes de premier plan auxquels ils auraient auparavant difficilement pu aspirer ; mais, parallèlement, la population carcérale noire et hispanique des États-Unis a augmenté, tout comme le nombre de musulmans victimes de bombardements, d'embargos ou réduits à la famine par les États-Unis.

Les libéraux de gauche se sont adressés aux minorités (au sens plus habituel) par le biais de programmes d'aide sociale ciblés ; mais étant donné que les dirigeants du Parti démocrate répugnaient à faire payer les puissants, il ne leur restait pas d'autre alternative que de s'en prendre aux Blancs qui se sont retrouvés exclus du partage d'un gâteau qui avait rétréci. Les Blancs déclassés en sont venus à être considérés comme une bande de racistes, « un lot de gens pitoyables » [commentaire de Hillary Clinton sur les électeurs de Trump] ; des gens à qui on ne pouvait plus parler (une réalité dont le résultat était déjà contenu dans le projet lui-même).

> L'autodestruction de la gauche au bénéfice de la droite

Résultat, il n'y a pas eu de mobilisation ni d'organisation durable des minorités (ce qui explique l'« absence » remarquée des électeurs noirs aux élections de 2016) ; et si, parmi la population blanche déclassée, on se méfie autant d'un parti que de l'autre, les libéraux sont néanmoins jugés plus détestables. Jusqu'à l'ascension de Sanders, l'establishment de gauche (à la fois la gauche libérale et les progressistes) s'est fait prendre au piège de « la diversité » et de « l'inclusion » pilotées par les élites. Ces dispositions politiques bien ancrées

rendent un nouveau « New Deal » hautement improbable.

Qu'en est-il de l'extrême gauche ? Malgré leur profonde aversion pour la gauche libérale, nombre d'intellectuels et d'activistes radicaux se réjouissent comme elle de la « fin de l'idéologie » et de l'organisation hiérarchique (ce qui a donné lieu aux « rhizomes » à gauche de la gauche, et à l'électoratisme parmi les démocrates progressistes). Des manifestations de Seattle au mouvement Occupy, la gauche américaine s'est employée à non seulement éviter mais aussi décrédibiliser l'organisation hiérarchique. Les positions centristes étant sur le déclin, la droite s'est ainsi trouvée bien mieux préparée à riposter. Mais surtout, la droite n'a renoncé ni à l'idéologie, ni à l'organisation hiérarchique. En théorie, elle condamnait l'une comme l'autre, tout en produisant discrètement des idéologies, des organisations et des leaders.

Alors que la gauche a enterré tout ce qui restait des idéologies et des organisations de 68 (tout en célébrant le mouvement pour son esprit libertaire et de contre-culture), la droite américaine s'est organisée pour contrecarrer les idées de 68. Mais à la différence des héritiers de la révolution qu'elle déclarait combattre, la droite était pour sa part structurée sur le plan organisationnel et idéologique. De fait, si elle a si bien réussi à opérer ce glissement de la droite traditionnelle vers l'extrême droite, c'est parce qu'elle a exploité les stratégies et tactiques de répression d'un courant oublié de la révolte de 68 – qui faisait une lecture particulière de la théorie de la révolution de Lénine.

> Le « léninisme du XXI^e siècle » de la droite américaine

Le limogeage, moins d'un an après l'élection de Trump, de Steve Bannon – figure intellectuelle de proue de la « droite alternative » (*alt-right*) aux États-Unis – apparaît comme

“Je suis un léniniste. Lénine voulait détruire l’État, et c’est également mon objectif. Je veux tout abattre, et en finir avec tout l’establishment actuel.”

Steve Bannon, 2014

une fausse bonne nouvelle. En effet, l’incursion de Bannon à la Maison Blanche n’a constitué qu’une étape d’un long processus – celui du transfert du langage, des tactiques et des stratégies révolutionnaires-populistes de la gauche vers la droite. Bannon aurait déclaré : « Je suis un léniniste. Lénine [...] voulait détruire l’État, et c’est également mon objectif. Je veux tout abattre, et en finir avec tout l’establishment actuel ». Mais en quoi consiste ce léninisme ? Dans un système démocratique complexe, le léninisme ne peut subsister que comme un populisme dans le cadre d’une longue révolution. Depuis des décennies, les sociologues répètent qu’en raison d’institutions figées, aucun troisième parti ne peut remporter les élections aux États-Unis. Ce très « scientifique état de fait » a permis à la gauche libérale et aux autonomes/anarchistes de se satisfaire d’une situation qui apporte une justification supplémentaire à leur soumission au néolibéralisme (pour ce qui concerne les premiers) et à leur détournement de l’action politique organisée (pour ce qui concerne les seconds). L’extrême droite américaine a renversé cet « état de fait ». C’est comme si ses partisans suivaient les indications d’une version moderne abrégée du *Que faire ?* de Lénine (qui date de 1902), à commencer par cette phrase : « Si vous ne pouvez pas créer un parti, paralysez le parti existant ; mettez-le en échec ; puis prenez-en les rênes ». Les tenants de l’*alt-right* ont mené à bien ces trois actions en même temps. Notre imaginaire traité léniniste revu et corrigé pourrait continuer ainsi : « Avant de devenir de jure les dirigeants du parti, assurez-vous que toutes ses institutions sont empêchées de fonctionner ». Si le Tea Party (un mouvement populiste au sein des Républicains) n’avait pas

d’ores et déjà paralysé l’establishment républicain, ce dernier aurait été en mesure d’enrayer l’ascension de Trump.

La droite populiste américaine, c’est du léninisme dans un contexte démocratique. À la différence des bolcheviks russes, qui ont dû éviter pratiquement toute organisation et activité politique au grand jour, la droite américaine englobe toute la société. Le nouveau *Que faire ?* pourrait continuer ainsi : « Organisez-vous dans chaque cellule de la société. Ne mésestimez aucun moyen, aucun lieu d’organisation et d’action politique, même si – ou plutôt, a fortiori si – il appartient au camp ennemi. » La droite a appris à ne pas laisser à la gauche le monopole de l’éducation, de la science et de la culture. « Appropriiez-vous le terrain organisationnel et l’idéologie de votre ennemi, autant que faire se peut. Démantelez tout ce que vous ne parvenez pas à vous approprier ». La droite, à commencer par Andrew Breitbart lui-même, le fondateur du site d’information de l’*alt-right*, a lu les théories de l’École de Francfort ; elle s’est intéressée de près à la santé ; et, avec l’ascension de Trump et de Bannon, elle a promis des emplois et des infrastructures.

Aujourd’hui, la droite léniniste ne peut ignorer l’existence d’autres forces potentiellement populistes au sein de la société, aussi modestes soient-elles. Notre *Que faire ?* du XXI^e siècle pourrait ainsi se conclure sur ces mots : « Si certaines tranchées de l’ennemi semblent hors de portée de toutes ces tactiques, entraînez ses occupants vers des actions qui ne peuvent aboutir et qui sont illégitimes ». Lorsque, en début d’année 2017, des militants de l’*alt-right* ont débarqué sur le campus de

l’Université de Californie à Berkeley et dans d’autres poches d’influence conservées par la gauche, les libéraux ont pris leur défense (au nom de la « liberté d’expression ») quand une extrême gauche dépourvue d’un soutien populaire s’en est pris à eux. L’enthousiasme des libéraux pour la « liberté d’expression » a certes légèrement faibli après qu’un partisan de l’*alt-right* a foncé avec son camion sur des manifestants antiracistes à Charlottesville, mais le *Washington Post* a une fois de plus mis en avant les actions violentes de l’extrême gauche et le droit à la liberté de l’*alt-right* lorsque cette dernière est revenue à Berkeley en septembre 2017. C’est là faire d’une pierre plusieurs coups : l’ennemi se trouve divisé ; son état de confusion, son manque de volonté et sa faiblesse éclatent au grand jour ; sa réputation est entamée ; et l’extrême droite en sort galvanisée.

Sachant que la définition de « l’État » est aujourd’hui beaucoup moins nette qu’elle ne l’a été au cours du XX^e siècle, le « pulvériser » requiert des actions nettement moins spectaculaires qu’en 1917, du moins pour le moment. On ne sait toujours pas ce que la droite nous réserve pour le moment où les institutions existantes seront entièrement neutralisées, mais c’est quelque chose que nous ne tarderons pas à découvrir. Peu après son limogeage, Steve Bannon a déclaré la « guerre » à ses ennemis, ajoutant avec délectation qu’il allait réutiliser ses « armes » (à savoir la presse électronique). Une révolution populiste dans un pays où le libéralisme est bien ancré (quoique déclinant) est une bataille difficile à mener, et vouée à connaître des revers. Mais le spectacle est loin d’être terminé. ■

Toute correspondance est à adresser à Cihan Tuğal
<ctugal@berkeley.edu>

> Dérèglements démocratiques au Brésil et en Afrique du Sud

Gay W. Seidman, Université du Wisconsin à Madison (États-Unis), et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de Travailleurs (RC44)



Le Président sud-africain Jacob Zuma, gravement empêtré dans plusieurs scandales financiers, ici entouré de ses complices les frères Gupta.

Depuis la victoire inattendue de Trump aux élections de 2016, il a beaucoup été question des enjeux de la mondialisation et de la menace d'un populisme autoritaire, mais le débat a surtout porté sur les pays riches du Nord global. Qu'en est-il des nouvelles démocraties du Sud global ?

Depuis 25 ans, le Brésil et l'Afrique du Sud ont été vantés comme les symboles d'une nouvelle ère : après des décennies d'industrialisation à marche forcée, ces deux sociétés qui étaient parmi les plus inégalitaires du monde ont progressivement évolué vers la constitution d'États de droit démocratiques, avec des dirigeants élus par le peuple, et institué un juste équilibre entre une politique sociale inclusive et une forte croissance économique allant de pair avec une intégration mondiale.

Dans les deux pays, des mouvements populaires ont rassemblé dans les années 90 la société civile, les mouvements de travailleurs et les populations déshéritées, au point de devenir pour le monde entier les symboles d'un espoir post-colonial. Dans les deux pays, des partis politiques engagés en faveur du changement et du progrès ont accédé au pouvoir à l'issue d'élections démocratiques, en cherchant à concilier croissance économique et citoyenneté démocratique.

En tant qu'exportateurs de minerais et autres matières premières, les deux pays ont bénéficié au début des an-

nées 2000 de la hausse du cours des matières premières. Les partis populaires semblaient avoir trouvé un certain équilibre leur permettant de satisfaire à la fois les investisseurs étrangers et la population locale. Des liens ont été maintenus avec l'économie mondiale tout en mettant en œuvre auprès de communautés longtemps victimes d'exclusion des politiques sociales en faveur des plus pauvres.

Mais aujourd'hui, frappés de plein fouet par l'effondrement des cours mondiaux des matières premières, le Congrès national africain (ANC) comme le Parti des Travailleurs brésilien (PT) sont en crise, ravagés par des accusations de corruption et une popularité en chute libre. Dans un pays comme dans l'autre, les principaux responsables du parti au pouvoir se retrouvent empêtrés dans de gigantesques scandales de corruption. Dans un pays comme dans l'autre, de grandes entreprises du secteur privé ont soudoyé partis et responsables politiques en vue de remporter de vastes projets de construction, d'obtenir des subventions en faveur d'entreprises privées et de décrocher de lucratifs marchés publics, ce qui a provoqué la colère populaire.

Au Brésil comme en Afrique du Sud, la corruption n'est bien sûr pas une nouveauté. Dans les deux pays, l'industrialisation à marche forcée s'est historiquement nourrie d'accords politiques avec les élites : les gouvernements répressifs entretenaient des liens étroits avec les grandes entreprises, qui à leur tour devaient une bonne part de leur réussite aux faveurs de la classe politique et à l'octroi de marchés publics.

Mais la démocratie a généré de la transparence : institutions démocratiques et médias ont révélé des faits qui par le passé n'auraient jamais été rendus publics. Dans les deux pays, des commissions d'enquête indépendantes créées dans le cadre des nouvelles structures démocratiques, ainsi que de nouvelles mesures de protection de la liberté d'expression,

>>

ont permis de révéler les détails d'une corruption aux proportions considérables. En démocratie, responsables politiques et organismes publics peuvent être attaqués publiquement, ce qui permet de prendre conscience de faits qui auparavant se seraient poursuivis comme si de rien n'était.

Au Brésil, le Parti des Travailleurs a doté des procureurs indépendants de nouveaux pouvoirs, en permettant à des enquêteurs travaillant pour le compte de l'État de proposer aux témoins des peines moins lourdes en échange d'informations – une réforme qui a eu un rôle capital en permettant aux enquêteurs de démêler le vaste scandale « Lava Jato » et les scandales qui ont suivi grâce à des enregistrements de conversations téléphoniques impliquant des personnalités politiques de tous bords. En Afrique du Sud, une nouvelle commission d'enquête indépendante, nommée par le Parlement pour un mandat unique, a été créée dans le cadre de la constitution post-apartheid. Fin 2016, le *Public Protector*, un médiateur dont le rôle est inscrit dans la Constitution, dénonçait l'existence d'un ensemble de contrats frauduleux entre des organismes publics et des entreprises privées dans ce qui est désormais connu comme le *state capture report*, le « rapport sur la captation de l'État ». Depuis, à la suite de fuites massives de mails échangés entre le gouvernement et des entreprises privées, les médias indépendants sud-africains ont pu livrer de nouveaux détails sur ces affaires, permettant à la population de mieux comprendre comment des contrats publics enrichissent des entrepreneurs du secteur privé.

Ces révélations ont évidemment provoqué un tollé. Dans les deux pays, les manifestations de masse ont été largement soutenues par les partis de l'opposition – en particulier depuis que la chute du cours des matières premières a entraîné les deux pays dans la récession. À noter que les programmes d'aide aux pauvres ont été en grande partie financés par des impôts sur la valeur ajoutée et sur le revenu plutôt que par des impôts sur la fortune ou fonciers ; au fur et à mesure que la récession gagnait le pays, les nouvelles classes moyennes urbaines ont manifesté leur colère, dans la rue et sur les réseaux sociaux.

Ce désenchantement de la population a ébranlé la vie politique du pays, provoquant la disgrâce de personnalités politiques jadis populaires, sans alternatives claires en vue. Au Brésil, les magnats des médias de droite ont soutenu des responsables politiques conservateurs dans ce que nombre d'observateurs qualifient de « coup d'État en douceur » : l'ancienne présidente du PT Dilma Rousseff a été destituée non pour les cas de corruption qui l'impliquaient personnellement, mais parce qu'elle avait approuvé certaines manœuvres comptables qui lui avaient permis de poursuivre les dépenses d'aide sociale malgré la récession économique.

Les politiciens conservateurs n'ont pas tardé à consolider leur pouvoir. Des enregistrements vidéo ont pourtant prouvé que l'actuel Président brésilien Michel Temer (un homme



Les accusations de corruption éclaboussent les dirigeants des principaux partis politiques du Brésil, dont le Président Temer et le populaire ancien Président Lula.

politique de droite qui avait été Vice-Président de Dilma Rousseff avant de mener la campagne visant à l'évincer du pouvoir) était lié à des affaires de pots-de-vin et de valises pleines de cash, mais il s'est montré très habile pour se maintenir au pouvoir en utilisant des mécanismes juridiques assez opaques. Le Sénat brésilien est dominé par des politiciens conservateurs – dont beaucoup sont aussi accusés de corruption. Ses membres ont apporté un soutien sans faille à Temer, et ont notamment refusé de convoquer des élections anticipées, perpétuant par là d'anciennes traditions brésiliennes relatives à l'impunité et au pouvoir des élites.

Pour les populations pauvres du Brésil, ce changement de gouvernement a eu un impact bien réel sur leur vie quotidienne et leurs perspectives d'avenir. Le gouvernement non élu de Temer est revenu sur la plupart des politiques engagées en faveur des pauvres : réduction des prestations de retraite et des aides sociales, services sociaux soumis à une politique d'austérité budgétaire, abrogation des récentes lois sur le travail, et plafonnement des dépenses sociales à venir.

Les scandales ont conduit au chaos le Parti des Travailleurs, autrefois si puissant. L'ancien président Lula da Silva, figure la plus populaire du parti, a été condamné à dix ans

de réclusion pour des faits de corruption (une accusation contre laquelle il fait actuellement appel). La base du parti – dont le mouvement des travailleurs autrefois tant vanté – s'est retrouvée privée de perspectives et d'organisation.

L'évolution politique de l'Afrique du Sud offre des ressemblances surprenantes avec le dérèglement au Brésil. Alors que l'économie du pays, qui repose sur les matières premières, est entrée en récession, la colère s'est emparée des contribuables de la classe moyenne et supérieure face à la mauvaise utilisation des fonds publics. Empêtrée dans une série de scandales, la direction actuelle de l'ANC, parti qui a pourtant la majorité au Parlement, se maintient à grande peine après le vote récent d'une motion de « défiance ».

Les faits de corruption personnelle imputés au Président Jacob Zuma sont largement étayés : il s'est attribué et a dépensé à titre personnel des millions de dollars d'argent public, alors que des affaires judiciaires en cours et la fuite de centaines de mails ont révélé l'existence de gigantesques marchés publics attribués de manière frauduleuse à des membres de la famille de Zuma et à ses acolytes – en particulier aux Gupta, une fratrie indienne installée depuis peu en Afrique du Sud, dont le nom est devenu synonyme de siphonnage flagrant de fonds publics.

Mais n'oublions pas que la classe politique n'est pas seule en cause – qu'il s'agisse du Brésil ou de l'Afrique du Sud. Au Brésil, on ne compte plus les révélations sur les compagnies pétrolières, entreprises du BTP et géants de l'agroalimentaire qui ont versé des sommes énormes à des individus ou à des partis, généralement en échange de marchés publics fort lucratifs. En Afrique du Sud, on a découvert que de nombreuses entreprises sud-africaines détenues par des Blancs (mais aussi de plus petites start-up tenues par des Noirs, ainsi que des multinationales allemandes, chinoises et britanniques) ont manipulé des procédures d'appel d'offres et acheté des particuliers.

Des révélations récentes ont par ailleurs attiré l'attention sur des professionnels travaillant pour des sociétés internationales d'expertise comptable et de conseil juridique. Des comptables et des avocats agréés ont ainsi approuvé des transactions véreuses, allant parfois jusqu'à réviser des offres pour leur donner une apparence de légitimité. Les complicités s'étendent même à des entreprises de relations publiques : agissant pour le compte du consortium des frères Gupta, le géant britannique des relations publiques Bell Pottinger a organisé sur les réseaux sociaux une virulente campagne visant à qualifier (de manière plutôt ironique) les détracteurs de Zuma d'agents du « capital monopolistique blanc ».

Le contexte et l'histoire jouent bien sûr un rôle important. Alors que la droite brésilienne a réussi à revenir sur les réformes mises en place par un gouvernement démocratiquement élu, la majorité noire n'admettrait jamais un retour à la suprématie blanche des années d'apartheid.

En Afrique du Sud, comme au Brésil, les gouvernements démocratiquement élus ont véritablement amélioré le quotidien des ménages les plus pauvres, qu'il s'agisse de l'accès à l'électricité et à l'eau courante ou d'aides en espèces et d'allocations de retraite.

Mais si le Parti des Travailleurs brésilien semble avoir perdu une grande partie de ses sympathisants parmi les classes moyennes, les Noirs d'Afrique du Sud restent quant à eux dans leur majorité favorables aux efforts de l'ANC pour étendre les programmes d'aide sociale. Les deux pays ont en commun une longue histoire d'exclusion d'ordre racial, mais la politique officielle en Afrique du Sud qui pérennise la suprématie blanche ne passe toujours pas ; les loyautés politiques continuent de témoigner du long combat contre l'apartheid. En outre, beaucoup de Sud-Africains de la classe moyenne noire, aujourd'hui encore largement exclus des postes de responsabilité dans un secteur privé sud-africain dominé par les Blancs, ont obtenu depuis l'arrivée au pouvoir de l'ANC des emplois (d'enseignants, infirmiers, agents de police, bureaucrates ou politiciens) dans le secteur public, ce qui a renforcé leur sentiment de loyauté.

Cette loyauté à l'égard de l'ANC pourrait cependant être en train de s'éroder, en particulier dans les villes où beaucoup de jeunes électeurs manifestent leur frustration face aux taux élevés de chômage, à des services sociaux inadaptés et à la persistance d'inégalités de richesse et d'opportunités liées à la race. Ainsi, en n'offrant que de vagues promesses de changement, un ancien jeune dirigeant de l'ANC charismatique (et corrompu) a-t-il réussi à attirer de nombreux jeunes électeurs vers sa nouvelle formation politique des « Combattants pour la Liberté Économique » (*Economic Freedom Fighters* ou EFF). Si Zuma se maintient au pouvoir, l'ANC pourrait bien perdre aux prochaines élections sa majorité parlementaire, et le parti autoritaire et populiste des EFF élargir son influence.

Que va-t-il se passer maintenant ? Dans les deux pays, la menace d'un virage antidémocratique est bien réelle – une menace clairement exacerbée par l'élection de Trump. Depuis le début des années 90, les Brésiliens et les Sud-Africains avaient pu compter sur de puissants alliés, en premier lieu les États-Unis, pour soutenir et défendre leurs démocraties encore fragiles. Mais sous l'administration Trump, le silence de la Maison-Blanche contribue à accroître une appréhension générale : risque-t-on de revenir sur les acquis démocratiques ? Au Brésil, même sans une prise de contrôle militaire, le gouvernement actuel est en train de retirer à la population des droits sociaux liés à la citoyenneté institués par un gouvernement élu ; en Afrique du Sud, un retour de la suprématie blanche est certes peu probable, mais la menace d'un populisme autoritaire est bien réelle. ■

Toute correspondance est à adresser à Gay Seidman <gseidman@wisc.edu>

> La société argentine, au plus près

Juan Ignacio Piovani, Université nationale de La Plata (Argentine), et membre des comités de recherche de l'ISA de Recherche sur les Futurs (RC07) et de Logique et Méthodologie (RC33)



Les instances dirigeantes du CODESOC et le directeur du PISAC, Juan Piovani, lors d'une réunion avec le Ministre de la Science et de la Technologie en 2017, au sujet de l'avenir du programme du PISAC. Photo du Ministère argentin de la Science, de la Technologie et de l'Innovation productive.

Peu après la création du nouveau Ministère argentin de la Science, de la Technologie et de l'Innovation productive – une initiative saluée avec enthousiasme par la communauté scientifique du pays –, le ministre et ancien chimiste de renom Lino Baraño accordait son premier entretien approfondi au journal *Página 12*. Dans cette interview, il expliquait comment la recherche scientifique pouvait stimuler l'économie nationale et exposait ses projets visant à promouvoir le développement de logiciels, les nanotechnologies et la biotechnologie. Interrogé sur le rôle des sciences sociales, le ministre a déclaré qu'elles avaient également un rôle à jouer mais, comparant le savoir en sciences sociales à la théologie, il a estimé que seul un changement méthodologique radical pourrait rendre les sciences sociales véritablement scientifiques.

Il va sans dire que le commentaire de Baraño n'a guère été apprécié des spécialistes en sciences sociales. Le Conseil des doyens des facultés de sciences humaines et sociales (CODESOC) a immédiatement demandé au ministre de clarifier ses propos, l'idée étant d'obtenir une explication, voire des excuses, mais aussi une réunion en tête-à-tête pour pouvoir exposer ce que les sciences

sociales ont apporté – et peuvent apporter – à la société.

Le ministre a finalement accepté d'assister à la session plénière du CODESOC de 2009. À cette occasion, il s'est dit prêt à soutenir et financer un projet d'envergure susceptible de mettre en évidence l'apport des sciences sociales à la société. Cela a été le point de départ du Programme de recherche sur la société argentine contemporaine (PISAC), mis en œuvre depuis 2012 sous l'égide du CODESOC. Cinquante facultés de sciences sociales des universités publiques du pays participent à ce programme financé par le Ministère de la Science et de la Technologie et le Secrétariat des Politiques universitaires.

Le projet présentait de nombreuses difficultés. Pour commencer, il est vite apparu qu'un seul et unique projet ne saurait remplir les multiples objectifs scientifiques et institutionnels recherchés. Il semblait plus adapté de mettre en place un programme de recherche qui permette de rassembler chercheurs confirmés et jeunes chercheurs de tout le pays autour d'un ensemble d'idées communes.

Dès le départ, nous avons clairement établi que le programme n'aurait pas d'ambitions fondamentales mais s'inscrirait plutôt dans la riche tradition des sciences so-

ciales argentines telles qu'elles ont été développées et consolidées depuis le retour de la démocratie en 1983. Mais nous avons également voulu prendre en considération plusieurs points faibles de notre discipline : sa fragmentation, ses asymétries régionales et institutionnelles, sa tendance à « métropoliser » les sujets de recherche et l'explication scientifique des phénomènes sociaux, ses difficultés pour faire circuler les savoirs sociologiques (dans la sphère universitaire et en dehors), et le manque de visibilité des résultats des recherches menées en sciences sociales – en particulier ceux produits dans un contexte régional ou institutionnel plus « périphérique ».

Cette première évaluation critique du développement des sciences sociales en Argentine nous a conduit à définir trois grands axes de recherche, englobant plus de dix projets différents. Le PISAC a ainsi été organisé autour de trois questions fondamentales. L'objectif premier était bien sûr d'offrir un compte rendu exhaustif de la société contemporaine argentine, dans une perspective multidisciplinaire et sur des bases à la fois théoriques et empiriques. Mais nous avons également saisi cette occasion pour analyser les conditions institutionnelles et scientifiques dans lesquelles les sciences sociales argentines produisent des savoirs, et pour compiler de manière systématique les recherches existantes pouvant contribuer à une meilleure compréhension de la société argentine.

À noter que cette démarche semblait par ailleurs intégrer les quatre typologies de sociologie définies par Michael Burawoy : critique, académique, appliquée, et publique. Le travail du PISAC se rapporte à la sociologie critique dans la mesure où son objectif est d'étudier les modalités de la recherche en science sociale en Argentine, de révéler ses principaux fondements théoriques et épistémologiques, de déterminer dans quelle mesure elle reste attachée aux modèles hégémoniques de production du savoir – ou s'en démarque – etc. Mais le PISAC s'inscrit également dans la sociologie professionnelle en ce qu'il aborde des questions de recherche empirique en employant des méthodes largement reconnues, les résultats étant publiés dans des articles scientifiques destinés à un public universitaire. Parallèlement, le PISAC cherche également à aller au-delà de ce milieu universitaire autoréférentiel : nombre des thèmes de recherche du PISAC correspondent aux objectifs prioritaires des responsables des politiques publiques, et les travaux sont réalisés en étroite collaboration avec les organismes publics et les mouvements sociaux afin d'apporter un savoir spécialisé et d'influer sur les politiques sociales. Enfin, le PISAC met à profit sa notoriété pour intervenir dans le débat public, afin de lutter contre les idées reçues sur la société et dénoncer les stéréotypes sociaux souvent reproduits par les médias.

Dans la mesure où nous nous intéressons aussi aux conditions de production des connaissances, nous nous sommes penchés sur le système dans lequel évoluent

les sciences sociales dans notre pays, notamment concernant la distribution géographique des établissements d'enseignement supérieur et des instituts de recherche, le parcours professionnel des chercheurs, les programmes de recherche, les publications scientifiques, etc. Dans un article publié dans ce numéro de *Dialogue Global*, [Fernanda Beigel](#) illustre ce projet en analysant les différents styles de production (et de diffusion) du savoir en Argentine, révélateurs du fossé existant entre les chercheurs qui s'alignent sur les règles scientifiques internationales et ceux qui se déterminent davantage en fonction de priorités internes.

En ce qui concerne la compilation systématique des recherches existantes, nous avons décidé de nous concentrer sur six grands thèmes : la structure sociale ; les conditions de vie ; l'État, le gouvernement et l'administration publique ; la citoyenneté, la mobilisation sociale et les conflits sociaux ; la diversité sociale et culturelle ; la consommation et les pratiques culturelles. Chaque thème a été traité par une équipe de chercheurs issus de diverses institutions, qui ont analysé et compilé de manière systématique les publications scientifiques dans chacun de ces domaines afin de produire une sorte d'« inventaire de la littérature existante » ; ces comptes rendus sont désormais disponibles, et une version en libre accès est téléchargeable sur le site de la bibliothèque virtuelle du CLASCO (Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales) www.clasco.org.ar/libreria-latinoamericana et le site web du PISAC <http://pisac.mincyt.gob.ar>. Dans un autre article publié dans ce numéro de *Dialogue Global*, [Alejandro Grimson](#) s'intéresse aux résultats de travaux de recherche qui vont à l'encontre du portrait « officiel » d'une Argentine socialement et culturellement homogène. On voit bien là le rôle important de la recherche en sciences sociales pour développer une image plus précise d'une société diverse comme la société argentine et pour donner une plus grande visibilité aux luttes engagées par différentes minorités sociales.

Enfin, pour parvenir à un compte rendu plus exhaustif de l'Argentine contemporaine, nous avons décidé de mener trois enquêtes nationales, à partir d'un travail sur le terrain réalisé dans 339 villes de plus de 2.000 habitants. La première enquête portait sur la structure sociale et les conditions de vie ; la deuxième sur les relations sociales ; et la troisième sur les valeurs, les mœurs et les représentations. Nous avons fait le choix de cette approche méthodologique pour plusieurs raisons. D'une part, nous sommes partis du constat que les aides à la recherche servaient surtout à financer des micro-projets dispersés dans différentes institutions et équipes de recherche, au détriment de projets à plus grande échelle. D'autre part, la très nette prédilection pour les approches qualitatives s'est traduite par un abandon presque complet des analyses quantitatives et structurelles. Sachant qu'en Argentine les études qualitatives (sous-dotées) portent traditionnellement sur

des environnements sociaux très limités, généralement situés dans les grandes zones urbaines, les descriptions existantes de la société argentine ont eu – jusqu'à présent – tendance à négliger d'évidentes hétérogénéités territoriales (et autres).

Dans ce numéro de *Dialogue Global*, [Agustín Salvia et Berenice Rubio](#) traitent de la première enquête, en s'intéressant plus particulièrement aux structures d'inégalité et de mobilité en Argentine, et aux conditions de vie de certains groupes sociaux. [Gabriel Kessler](#) revient pour sa part sur les fondements et les objectifs scientifiques de l'enquête sur les relations sociales, qui couvre des questions telles que le capital social, la sociabilité, l'auto-identification et les barrières sociales, les relations sociales conflictuelles, la participation et l'action collective – des sujets qui dans l'ensemble ont été peu étudiés à l'échelle nationale.

Maintenant que le PISAC commence à publier le résultat de ces enquêtes, les sciences sociales argentines se heurtent à deux nouveaux défis. D'un côté, nous connaissons actuellement un nouveau cycle politique marqué par un (nouveau) tournant néolibéral. Comme dans beaucoup d'autres pays, les politiques néolibérales se sont d'ores et déjà traduites par une réduction des crédits alloués à la

recherche. Jusqu'à présent, le nouveau gouvernement a soutenu les initiatives liées au PISAC et dégagé des fonds supplémentaires, mais il reste à savoir si le PISAC sera officiellement intégré au Ministère de la Science et de la Technologie et pourra continuer à développer des projets à grande échelle.

D'un autre côté, nous assistons, en particulier sur les réseaux sociaux, à la montée de discours de la « post-vérité » qui rejettent les sciences sociales en les taxant d'idéologiques et d'inutiles et donc ne méritant pas d'être financées par des institutions publiques. De la même façon, lorsque des hauts responsables du gouvernement plaident de manière réitérée en faveur de la recherche « appliquée » et des savoirs « utiles » et « opérants », cela ne sert pas la cause des sciences sociales (critiques).

À noter cependant que les résultats préliminaires du PISAC ont reçu le soutien vigoureux d'une grande variété d'acteurs sociaux et institutionnels, qu'il s'agisse de spécialistes en sciences sociales, d'universités, d'organismes publics, de mouvements sociaux, de journalistes ou de responsables politiques. Malgré tous les obstacles, l'accueil enthousiaste réservé aux résultats du PISAC nous permet d'être raisonnablement optimistes quant à l'avenir de la recherche sociale en Argentine. ■

Toute correspondance est à adresser à Juan Ignacio Piovani
<juan.piovani@presi.unlp.edu.ar>

> Les sciences sociales argentines

Fernanda Beigel, Université nationale de Cuyo (Argentine), et membre du comité de recherche de l'ISA consacré à l'Histoire de la Sociologie (RC08)



Les bâtiments du Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Innovation productive et du Conseil national de recherches scientifiques et techniques (CONICET) à Buenos Aires.
Photo de Juan Ignacio Piovani.

Ces 40 dernières années, une nouvelle configuration des sciences s'est imposée sous l'effet, d'une part, d'un système de publication qui a progressivement établi une langue et un style d'écriture « universels », et d'autre part, d'un circuit dominant qui a permis de favoriser une poignée de centres d'excellence et certaines disciplines, en reléguant à la périphérie des communautés scientifiques entières dont le travail n'était pas publié dans les revues indexées par l'Institute for Scientific Information (ISI, maintenant Clarivate Analytics/Web of Science).

Pourtant, on note un intérêt croissant pour les nouveaux réseaux scientifiques alternatifs, y compris le mouvement *Open Access*, et pour les circuits régionaux comme ceux des publications scientifiques latino-américaines. Depuis les années 60, les sciences sociales latino-américaines ont connu une « régionalisation » de l'acquisition du prestige – avec l'intervention de centres régionaux – et une « nationalisation » des politiques scientifiques.

En marge de ces circuits internationaux, les circuits locaux comptent de nombreuses revues non indexées,

exclusivement publiées au format papier. Si ces revues spécialisées bénéficient d'une diffusion limitée, elles n'en témoignent pas moins de la persistance d'espaces scientifiques ne bénéficiant pas d'une diffusion internationale. Quelle est la dynamique de ces domaines scientifiques périphériques ? Je soutiens que ces circuits intellectuels différents engendrent des orientations polarisées, avec pour résultat une élite universitaire dédoublée – l'une orientée vers l'extérieur, et l'autre vers l'intérieur.

Le lien de plus en plus étroit qui existe entre l'évaluation et les publications scientifiques a favorisé divers principes de légitimation, dans la mesure où différents *circuits de reconnaissance* (tous valables, mais différemment récompensés) sont présents dans un même pays. La segmentation croissante des circuits intellectuels au sein du système universitaire mondial – et leur influence sur le statut des chercheurs des régions périphériques – ne s'explique pas uniquement par la suprématie de l'anglais ; ces circuits sont alimentés par des cultures d'évaluation concurrentes et des asymétries structurelles. Un triple principe hiérarchique – fondé sur la langue de publication, l'institution de rattachement, et la discipline – détermine les inégalités au niveau académique.

>>

L'Argentine est un cas intéressant pour analyser les différents types de production et de diffusion de la science. Ces dernières années ont été caractérisées par une augmentation considérable du financement public, la consolidation de divers programmes de doctorat, ainsi qu'une orientation clairement « nationaliste » au niveau des programmes de bourses et du recrutement des chercheurs en Argentine. Au cours des dix dernières années, le nombre de chercheurs à plein temps a été multiplié par trois, passant de 3.694 en 2003 à 9.236 en 2015. Néanmoins, le fossé s'est creusé durant cette période entre les chercheurs argentins initiés aux modes de production dominants au sein du système universitaire mondial et ceux plus tournés vers l'Argentine.

L'indexation des publications établit différents degrés de reconnaissance. Au CONICET (l'organisme national de recherche argentin), les publications dans les (grandes) revues internationales, indexées dans le Web of Science ou Scopus, sont très appréciées. Cependant, dans le domaine des sciences humaines et sociales ainsi que dans les sciences agraires, ce sont les publications dans des revues latino-américaines, indexées au SciELO ou au Latindex, que le CONICET met en avant. Dans cette culture de l'évaluation, l'appréciation de la qualité et de l'originalité des travaux de recherche a cédé le pas à l'indexation, au facteur d'impact ou à l'indice h – donc à des données bibliométriques dont le lien avec la qualité reste sujet à débat.

Pour ceux et celles qui enseignent dans des universités de la périphérie, publier dans une revue nationale ou locale non indexée est généralement considéré comme un facteur favorable au développement de leur carrière. Dans le système d'enseignement supérieur argentin, longtemps caractérisé par une forte tradition d'autonomie des universités et de politisation, le circuit de reconnaissance au niveau local reste un espace très dynamique – comme en témoignent les centaines de revues locales, principalement publiées en version imprimée, où les chercheurs locaux publient leurs travaux en marge des standards internationaux. Ces travaux sont-ils de mauvaise qualité ? Étant donné que ces circuits locaux bien développés n'ont pas encore fait l'objet d'études, on ne peut guère présumer leur valeur scientifique ; mais cette orientation locale continue clairement de dominer dans de nombreuses institutions, en particulier dans les sciences sociales.

Dans ce contexte de cultures d'évaluation différentes (et même opposées), les spécialistes argentins en sciences sociales davantage orientés sur le local et ceux qui ont une orientation plus internationale coexistent avec difficulté, et deux trajectoires différentes se dessinent clairement pour les chercheurs du pays (l'une au CONICET, l'autre dans les universités nationales) en même temps que des normes divergentes de recrutement des professeurs s'appliquent dans les 50 universités nationales du pays.

> Une sélection des cinq « meilleures publications »

Qu'est-ce qui caractérise les publications des chercheurs en sciences sociales du CONICET, où les standards internationaux dominent ? Nous avons étudié un échantillon de 4.842 personnes (sur un total de 7.906) qui ont présenté une demande de promotion pour laquelle il leur a été demandé de sélectionner leurs « cinq meilleures publications ». L'échantillon représente plus de la moitié des chercheurs du CONICET en activité en 2015, et il est représentatif en termes de discipline, d'âge et de niveau hiérarchique, couvrant toutes les catégories du corps professoral, assistants, adjoints, membres indépendants, membres principaux ou ayant un statut supérieur dans l'université. Le CONICET donne à chacun, s'il le souhaite, la possibilité de faire une demande de promotion par an.

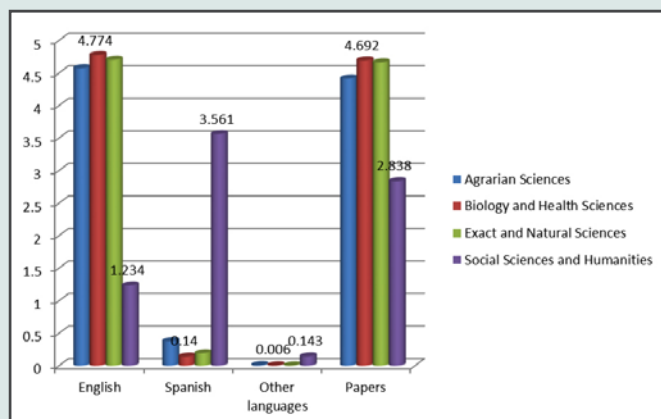
À noter que les candidats sélectionnent leurs cinq « meilleures » publications parmi celles qu'ils pensent les plus susceptibles de faire bonne impression sur les comités d'évaluation. Leurs choix nous éclairent par conséquent sur le consensus à l'œuvre dans les critères d'évaluation au sein du CONICET. Dans de nombreux cas, en particulier dans le domaine des sciences humaines et sociales, les publications sélectionnées ne sont pas représentatives du reste des publications qui apparaissent dans le CV du candidat.

La base de données des publications sélectionnées par l'échantillon de chercheurs compte 23.852 publications, pour lesquelles sont précisés le titre, le type de publication (livre, chapitre de livre, article, communication, rapport technique) et la langue employée. La langue des cinq « meilleures publications » illustre une grande homogénéité : les travaux en anglais représentent en moyenne 4,02 publications sur 5 (4,13 pour les hommes et 3,91 pour les femmes). Cette moyenne est légèrement inférieure parmi la génération plus âgée (les 65-85 ans) mais la différence reste minime, ce qui semble indiquer qu'en Argentine les chercheurs écrivent en anglais depuis déjà plusieurs dizaines d'années. En ce qui concerne la langue dominante, les résultats par domaine montrent que l'immense majorité des publications en anglais provient des sciences dites « dures » (avec une moyenne de 4,77 sur 5), tandis que les sciences humaines et sociales affichent une moyenne de 1,23 sur 5.

Pour ce qui concerne le type de publication sélectionnée, on observe un peu plus de variations. Les livres et les chapitres de livres sont plus fréquents parmi les chercheurs les plus âgés, et parmi les spécialistes en sciences sociales. Toutefois, parmi les chercheurs plus jeunes (les 31-44 ans), 4,4 sur 5 des « meilleures » publications correspondent à des articles, ce qui montre bien que l'article de revue s'impose de plus en plus dans toutes les sciences. Chez les chercheurs en sciences humaines et sociales, le nombre moyen d'articles est de 2,8 sur 5. Nous ne dis-

posons malheureusement pas de données régionales ou nationales sur la publication de livres scientifiques.

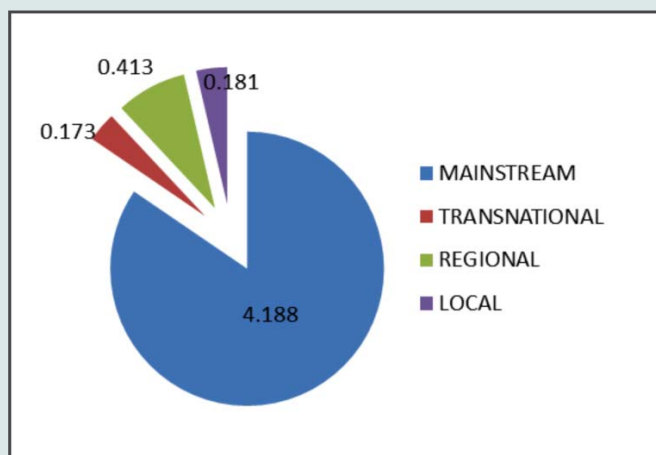
Figure 1 : Cinq meilleures publications par domaine scientifique en 2015 (n=23.852). Moyennes par langue et type de production (sur 5) ¹



Il est intéressant de signaler que la plupart des 941 chercheurs en sciences humaines et sociales inclus dans l'échantillon travaillent dans une université nationale ou dans un centre associé où le CONICET collabore avec des universités nationales comme l'Université de Buenos Aires (UBA). Pour ce qui est de leur formation, 33,7% d'entre eux ont obtenu leur doctorat à l'UBA, un pourcentage un peu plus élevé que la moyenne de l'échantillon, et 43,5% ont également obtenu leur licence à l'UBA, un chiffre nettement supérieur à la moyenne de l'échantillon. Pour ce qui concerne le genre, 56% des chercheurs en sciences humaines et sociales sont des femmes, et, en moyenne 1,14 sur 5 de leurs « meilleures publications » sont en anglais. Pour les hommes, la moyenne des travaux publiés en anglais est légèrement plus élevée (1,35 sur 5). En comparant les disciplines considérées comme « féminisées », on observe des variations importantes dans la langue utilisée, donc ici le genre ne semble pas non plus être un facteur déterminant. Ainsi, par exemple, en littérature, les travaux sont-ils en grande partie publiés en espagnol, tandis qu'en psychologie ils le sont majoritairement en anglais.

Qu'apprend-on sur la diffusion des « meilleures » publications sélectionnées par ces chercheurs ? Comme on peut le voir dans la Figure 2 ci-après, 83% des publications sont diffusées dans le circuit principal. Les 17% restants, situés en marge du circuit dominant, concernent des chercheurs en sciences humaines et sociales (76%) ou des communications présentées à des conférences internationales et des registres de propriété intellectuelle (24%).

Figure 2 : Moyenne des cinq meilleures publications par circuit en 2015 (n=7051)



Au CONICET, les sciences sociales suivent la tendance générale qui est d'évaluer la qualité des articles en fonction de leur indexation plutôt que de leur originalité. Bien que les sciences sociales soient moins présentes dans le circuit dominant, la priorité accordée à l'indexation régionale est notable. Ainsi, la plupart des publications en sciences humaines et sociales sont indexées dans SciELO, Latindex ou des systèmes transnationaux comme DOAJ et Dialnet. Les publications en Argentine représentent moins de 7% du total, dont beaucoup dans les sciences humaines et sociales. La tendance dominante dans ces disciplines est de publier en espagnol ou en portugais dans des revues latino-américaines pour la plupart indexées dans Latindex.

Dans la version complète de leur CV, la plupart des chercheurs en sciences humaines et sociales incluent beaucoup plus de publications locales que de publications internationales, mais cette étude sur leurs « meilleures » publications est éclairante sur le consensus de plus en plus marqué au CONICET sur ce qu'on entend par travail scientifique prestigieux – bien que cette étude n'indique pas que ce point de vue détermine exclusivement le parcours professionnel de ces chercheurs. Le CONICET s'est considérablement développé à travers toute l'Argentine, ce qui fait que les critères internationalisés se retrouvent – bien qu'à des degrés divers – dans l'ensemble de la communauté scientifique argentine. Mais l'attribution du prestige dans le milieu universitaire argentin est un processus complexe dans lequel entrent simultanément en jeu divers principes de légitimation et divers circuits de reconnaissance. ■

¹ Les données pour ces deux moyennes peuvent être consultées dans Beigel, F. (2010) "Social Sciences in Chile (1957-1973). A laboratory for an autonomous process of academia-building" in Alatas et Sinha-Kerkhoff (dir.), *Academic Dependency in the Social Sciences: Structural Reality and Intellectual Challenges*. New Delhi: Manohar, pp.183-212 ; et Beigel, F. (2016) "Peripheral Scientists, between Ariel and Caliban. Institutional Capital and Circuits of Recognition in Argentina. The 'career-best publications' of the researchers at CONICET", *Dados* 59(4): 215-255.

> La diversité socioculturelle de l'Argentine

Alejandro Grimson, Université nationale de San Martín (Argentine)



Des immigrants boliviens se mobilisent en faveur de la diversité et contre le racisme anti-immigrants pendant l'édition 2016 de la Gay Pride à Buenos Aires. Photo de Federico Caruso.

Tous les pays sont socioculturellement plus hétérogènes que la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes ne le fait habituellement penser, mais à cet égard l'Argentine est sans doute un cas extrême. Dans l'esprit de la plupart des Argentins, le Brésil a plus d'habitants indigènes que l'Argentine, alors qu'en réalité, d'après le recensement de 2010, le Brésil comptait 850.000 personnes qui s'identifiaient comme indigènes tandis que l'Argentine en comptait 950.000 – ce qui correspond à 0,4% de la population du Brésil, contre 2,4% de la population de l'Argentine.

En Argentine, l'État s'est construit une image qui est celle d'une société européenne en Amérique du Sud – comme si l'ensemble du pays (le huitième pays le plus vaste du monde) n'était qu'une réplique du centre de Buenos Aires. Mais depuis quelques dizaines d'années, cette représentation est ébranlée. Les revendications des mouvements indigènes, les nouveaux cosmopolitismes, la faiblesse de l'État et son acceptation progressive de points de vue moins homogénéisateurs ont coïncidé avec un élargissement de la recherche en sciences sociales qui a permis de remettre en question la traditionnelle représentation que le pays a de lui-même comme nation européenne, blanche et centraliste au niveau géographique. Les chercheurs ont par ailleurs évité de chercher à réduire cette diversité à des modèles mondiaux associés au multiculturalisme néolibéral.

> Le récit traditionnel : européanisme et melting-pot

Le récit national qui consiste à présenter l'Argentine comme le fruit d'un melting-pot puise son origine dans le projet nationaliste de l'État. Selon cette version, les Argentins « ont débarqué en bateau » (des Espagnols, des Italiens, des Polonais, etc.) – une vision qui se limite au caractère européen blanc dominant de la population argentine et en fait son origine naturelle. À cela s'ajoute l'apparente absence de populations indigènes ou d'ascen-

>>

dance africaine, une absence qui s'inscrit dans une vision hégémonique liée à une organisation spatiale du pays qui privilégie le point de vue centraliste et *porteño* (c'est-à-dire des habitants de Buenos Aires).

Comme au Brésil, le soi-disant melting-pot de l'Argentine n'inclut pas les peuples indigènes et les Afro-Argentins mais seulement les « races » issues des différentes nationalités européennes. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'État argentin a cherché à créer une nation « civilisée » en favorisant l'immigration et le progrès économique et en développant l'enseignement public. Ce projet reposait sur l'hypothèse que l'immigration européenne parviendrait à supplanter les traditions culturelles de la population autochtone – perçues, d'après le point de vue dominant, comme un obstacle majeur au développement.

Les pressions du gouvernement pour construire une nation ethniquement définie et dotée d'une culture homogène, tout comme sa capacité réelle à générer de l'inclusion sociale, ont fait que toutes les variations ou particularités ont été perçues de manière négative – quand elles n'étaient pas directement rendues invisibles. Tant que ce projet homogénéisateur a fait recette, l'appartenance ethnique est restée un sujet politique tabou, fortement rejeté par les institutions.

Ainsi l'Argentine s'est-elle construite sur la base d'un pacte qui offrait deux interprétations totalement différentes de la notion d'« égalité » : le rejet ou l'invisibilisation de toute différence ethnique, et l'uniformité culturelle comme condition préalable pour avoir accès aux bienfaits de la citoyenneté.

Grâce à ce pacte, tout Argentin capable d'intégrer les élites ou les classes moyennes urbaines était « blanchi » ; quiconque pouvait en fin de compte échapper à la discrimination. Pourtant, une division essentielle excluait d'importants groupes de travailleurs et catégories populaires, considérés comme pauvres, *negros*, barbares ou « immigrés de l'intérieur » – a fortiori s'ils participaient aux grandes mobilisations politiques. À l'opposé de cette barbarie se trouvait la civilisation, considérée comme étant argentine, blanche, européenne et instruite.

Actuellement, près de 56% de la population a une origine indigène, ce qui ne veut pas dire que les personnes concernées s'identifient nécessairement comme indigènes. L'Argentine a longtemps nié le métissage en même temps que la présence indigène et les hétérogénéités territoriales, religieuses et linguistiques, et une part importante de l'histoire politique de l'Argentine trouve son origine dans cette matrice historique fondée sur la standardisation et l'exclusion.

Le modèle civilisateur de l'Argentine était profondément binaire, et la représentation sociale dichotomique que le

pays avait de lui-même est restée si ancrée qu'elle continue à imprégner les « habitudes du cœur » dans le pays, y compris ses considérations politiques : blanc ou noir ; civilisation ou barbarie ; capitale ou provinces ; *peronistas* (sympathisants du parti péroniste) ou *antiperonistas*.

> Discriminations raciales et de classe

L'Argentine est un cas typique de « racisme sans racistes ». La légende voudrait qu'en Argentine « il n'y [ait] pas de racisme... parce qu'il n'y a pas de *negros* ». Bien qu'il y ait très peu de citoyens d'origine africaine, les expressions *negro* ou *negro de alma* (noir dans l'âme) sont souvent employées pour désigner, non sans mépris, les pauvres, les habitants des favelas, les travailleurs syndiqués, les manifestants, les supporters de l'équipe de football du Boca Juniors ou les *peronistas*.

Pourtant, aucun parti politique n'a remporté de suffrages en menant une campagne électorale ouvertement raciste ou xénophobe. Les Argentins ne sont pas tous racistes, pas plus que tous les comportements racistes ne sont identiques : le racisme à l'encontre des immigrants venus des pays voisins n'est pas le même que le racisme à l'encontre des migrants plus « basanés » des provinces (*el interior*), à l'encontre des personnes d'ascendance africaine (en particulier les nouveaux venus du Sénégal) ou encore des immigrants asiatiques ou d'ailleurs. Qui plus est, le racisme recoupe souvent une discrimination de classe, l'expression *negro* étant souvent utilisée comme un synonyme de « pauvre ».

Les études sur la société argentine montrent que même si le racisme et la discrimination de classe se retrouvent surtout dans les milieux dominés par les Blancs qui ont un haut niveau de vie, ces comportements sont fréquemment intégrés au langage des classes populaires. L'appellation *negro* est même souvent employée dans la vie quotidienne pour exprimer la proximité et l'affection, entre amis, entre les enfants et leurs parents ou dans les couples. L'expression *Che*, *negro* est une manière familière et affectueuse de s'adresser à un ami cher.

> Hétérogénéités régionales, linguistiques et religieuses

La société argentine est profondément hétérogène, en matière de croyances, de pratiques, de rituels ou d'identifications. Cependant, la culture hégémonique qui prescrit l'uniformité non seulement ignore la réalité des différentes situations régionales et provinciales du pays mais minimise également toute production socioculturelle – artistique ou scientifique – susceptible de mettre en question cette apparente homogénéité.

La représentation que se fait l'Argentine d'elle-même est fortement liée à l'idée que le pays est à la fois hispano-

phone et catholique. La réalité est pourtant plus complexe. Des langues indigènes comme le quechua et le guarani sont parlées dans certaines provinces ; le chinois et le coréen, introduits par les migrants, ont gagné en visibilité à partir des années 80 ; et différentes influences – surtout dues à une importante immigration espagnole et italienne – ont laissé des traces sur les diverses manières dont la langue espagnole est parlée à travers le pays, avec notamment différents termes, expressions idiomatiques, accents, etc. La diversité religieuse est tout aussi complexe : si les peuples indigènes ont été nombreux à se convertir au christianisme, certaines croyances indigènes continuent néanmoins à forger des identités ; et aujourd'hui, de nombreux Argentins pratiquent le judaïsme, différentes religions protestantes, des religions afro-brésiliennes, l'islam, le bouddhisme ou le spiritisme.

> La diversité socioculturelle et l'avenir de l'Argentine

À moins que les Argentins ne commencent à s'intéresser davantage à la diversité de leur pays, les phases critiques que n'importe quel pays peut connaître – qui dans le cas de l'Argentine semblent cycliques – pourraient être à l'origine de discours et pratiques discriminatoires, en convertissant les différences en une hiérarchie au niveau de la moralité, du prestige et des droits. Pendant des décennies, il était admis que la seule prononciation correcte était celle de Buenos Aires, tout autre accent étant considéré comme un marqueur d'infériorité.

Aujourd'hui, en tant que pays d'immigration, les Argentins accueillent les « nouveaux immigrants » venus y travailler, mais les rejettent dans leurs relations sociales quo-

tidiennes. Ces « nouveaux immigrants » sont pourtant loin d'être « nouveaux » : la discrimination concerne surtout les migrants venus des pays voisins, tels que la Bolivie ou le Paraguay, or leur présence en Argentine a été stable depuis le recensement national de 1869 jusqu'à nos jours : jamais en dessous de 2% et jamais au-dessus de 3,1% de la population. Les enfants argentins de ces immigrés sont souvent traités de « Boliviens » – un terme par ailleurs souvent utilisé pour désigner les migrants internes originaires du nord-ouest du pays, et même les pauvres en général.

Le phénomène s'est rapidement développé depuis les années 1990, lorsque le taux de chômage a d'abord atteint 15% puis s'est élevé jusqu'à 23%. Si les préjugés sur les immigrés qui viennent « voler nos emplois » sont courants dans de nombreux pays, le cas de l'Argentine est atypique : la crise économique de 2002 s'est traduite par une brusque réduction de la xénophobie, et, de fait, en 2004 une loi visant à renforcer les droits des immigrants a été adoptée à l'unanimité. Les recherches semblent indiquer que les discriminations raciales et de classe caractérisées subsistent, générant une forme de racisme social mais sans expression politique à caractère xénophobe.

Il n'en reste pas moins qu'à chaque fois que le chômage monte en période de récession, les discours discriminatoires tendent à gagner du terrain et à résonner davantage dans l'espace public. Tant que la diversité ne fait que bousculer la représentation que l'Argentine a traditionnellement d'elle-même comme nation européenne sans la remplacer par une vision plus démocratique, inclusive et interculturelle, les injustices raciales et de classe persisteront. ■

Toute correspondance est à adresser à Alejandro Grimson
<alegrimson@gmail.com>

> Les inégalités sociales

dans l'Argentine d'aujourd'hui

Agustín Salvia et **Berenice Rubio**, Université de Buenos Aires (Argentine)



Quartiers riches et quartiers pauvres à Buenos Aires. Photo de Juan Ignacio Piovani.

La plupart des sociétés d'Amérique latine ont été marquées par le sous-développement et par de profondes inégalités. Au milieu du XX^e siècle, la société argentine paraissait néanmoins offrir une alternative : un fort degré d'urbanisation, le plein emploi, l'accès aux soins et à l'éducation pour tous, une industrialisation assez avancée ainsi qu'une importante classe moyenne figuraient une société relativement intégrée où les inégalités étaient modérées et la mobilité sociale élevée.

Or cette société a considérablement changé, l'obligeant à abandonner ses aspirations au progrès. En effet, sur-

>>

tout à partir de la fin du XX^e siècle, dans le contexte de réformes structurelles néolibérales, la société argentine n'a pas pu échapper au piège du sous-développement : la libéralisation économique, l'ouverture des échanges et la flexibilisation financière ont conduit à l'instabilité, à une hausse du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, ainsi qu'à une détérioration des systèmes de santé publique, d'éducation et de protection sociale.

Cette évolution a produit une société marquée par de profondes inégalités, des conflits internes et des mouvements sociaux – un cycle qui a conduit à la crise sociale et politique de 2001-2002, la plus grave de l'histoire contemporaine de l'Argentine.

À la faveur d'un contexte international favorable, la première décennie du XXI^e siècle a en revanche montré qu'une certaine reprise aux plans économique, professionnel, social, politique et institutionnel était possible. Mais cette situation n'a pas duré : l'économie a une fois de plus stagné, et la fragmentation structurelle de la société est à nouveau apparue au grand jour. En 2015, la société argentine comprenait diverses strates de populations marginalisées, pauvres et exclues. Environ 30% de la population pouvait être considérée comme pauvre, dont 6% vivant dans une extrême pauvreté et étant dans l'incapacité de nourrir leur famille. La pauvreté a été exacerbée par une marginalité urbaine de grande ampleur : 35% des foyers n'avaient pas d'égouts, 20% n'avaient pas l'eau courante et 15% vivaient dans des logements précaires.

Face à une situation sociale aussi désastreuse, les interprétations ont oscillé entre le déni, le chauvinisme et la victimisation. Trop souvent, les Argentins s'imaginent appartenir à une société homogène, solidaire, intégrée et méritocratique correspondant à l'image stéréotypée et mythique mise en avant par l'État durant le processus de construction de la nation – une image par la suite renforcée par l'émergence d'une classe moyenne urbaine relativement aisée. Mais de nombreux autres Argentins considèrent qu'ils vivent dans un des pays les plus pauvres et les plus discrédités du monde, où se concentrent les pires problèmes sociaux, politiques et économiques.

Ces images contrastées – d'un passé glorieux et d'un présent décadent – imprègnent aussi bien le sens commun que les médias et les discours politiques. Dans ce contexte, l'Enquête nationale sur les structures sociales (ENES), un des projets phare du Programme de recherche sur la société argentine contemporaine (PISAC), s'intéresse à deux éléments étroitement liés : d'une part, les structures des inégalités sociales, et d'autre part, les conditions de vie de la population, en particulier des catégories les plus vulnérables et de certains secteurs sociaux spécifiques. L'Argentine manquant de statistiques sociales fiables ou d'études structurelles de grande ampleur sur la société, l'ENES s'est révélée très utile car elle a permis à

la fois de fournir des données primaires et d'examiner des questions essentielles telles que la stratification et la mobilité sociales, l'habitat, les conditions de vie et les stratégies sociales de reproduction dans différentes régions, secteurs et groupes sociaux. L'ENES a en outre contribué à dessiner une image de la société fondée sur des données empiriques – image qui remet en question les représentations de soi stéréotypées et mythiques.

En fait, les données montrent que la structure sociale actuelle de l'Argentine est hétérogène, inégale et fragmentée. Le sommet est occupé par une élite politique et économique composée de familles traditionnelles et d'une nouvelle bourgeoisie, soit moins de 3% de la société. Juste en dessous, on trouve une classe moyenne supérieure composée de dirigeants d'entreprises, cadres et professions libérales, entrepreneurs, producteurs agricoles et commerçants de moyennes entreprises, ainsi que de techniciens qualifiés et d'employés des secteurs les plus dynamiques de l'économie. Avec l'élite, ces secteurs représentent environ un tiers de la société. Solidement intégrés dans la culture occidentale, ils ont un niveau d'éducation, une qualité de vie et des modèles de consommation similaires à ceux des classes moyennes du sud de l'Europe. La plupart de ces individus sont concentrés dans la ville de Buenos Aires et banlieues adjacentes, ainsi que dans les grandes villes des pampas au centre du pays ainsi que les quartiers protégés des capitales de province.

Ensuite, une autre fraction de 33% de la population représente une classe moyenne inférieure stagnante, une strate qui comprend des employés dans de petits établissements, des ouvriers et employés moyennement ou peu qualifiés, des retraités et des travailleurs indépendants. Malgré des revenus qui se situent au-dessus du seuil de pauvreté et une certaine stabilité de l'emploi (dont, et c'est important, une affiliation par le biais de leur travail, au système national de sécurité sociale), ce groupe présente une mobilité faible ou inexistante, et ses membres apparaissent extrêmement vulnérables aux épisodes de récession économique et aux évolutions technologiques. Étant donné que les services publics se sont détériorés, les personnes appartenant à cette classe moyenne inférieure cherchent souvent à accéder à des transports, des soins de santé et une éducation dans le secteur privé pour améliorer leur qualité de vie – bien que ces efforts soient rarement couronnés de succès.

Enfin, au bas de l'échelle, se trouve le dernier tiers des Argentins, qui présente diverses strates : l'ancienne classe moyenne appauvrie, les nouveaux pauvres, et les exclus. De manière générale, cette catégorie comprend des travailleurs indépendants non qualifiés, des travailleurs informels des micro-entreprises, des ouvriers agricoles ou de petits producteurs agricoles des régions périphériques. Les membres de cette catégorie tirent habituellement leurs revenus d'emplois précaires ou occasionnels et de pro-

grammes d'aide sociale. Ils sont les principaux usagers de services publics de mauvaise qualité et d'infrastructures éducatives et de services de santé publics dégradés. Ils vivent généralement dans des banlieues appauvries ou de grands ensembles de logements sociaux, particulièrement dans les régions nord-est et nord-ouest du pays.

Dans ce dernier groupe, de nombreux ménages souffrent à la fois d'un grand dénuement, du manque d'infrastructures et de risques environnementaux. À noter également que la plupart des chômeurs (9%) et des travailleurs informels (30%) du pays font partie de cette catégorie. Celle-ci inclut les 45% de jeunes qui n'ont pas achevé leurs études secondaires, de même que les 15% d'enfants travailleurs et les 8% d'enfants qui souffrent de malnutrition. Par ailleurs, parmi ces ménages, ce sont les femmes qui souffrent le plus d'une exclusion sociale et culturelle, ayant souvent abandonné l'école après seulement quelques années de scolarité en raison de leurs responsabilités familiales ou pour travailler sur le marché du travail informel.

Une équipe de chercheurs issus de différentes institutions est actuellement en train d'analyser les données fournies par l'ENES, en rassemblant ce qui pourrait constituer à ce jour le rapport le plus complet sur la société argentine d'aujourd'hui. Au fur et à mesure que ces analyses sont effectuées, elles révèlent la profonde hétérogénéité et l'ampleur des inégalités de notre société, et mettent en lumière les diverses expériences de pauvreté et de régressions sociales qui lui sont liées. Les conclusions de ces chercheurs mettent également en question les nombreux discours néolibéraux – omniprésents en Argentine et dans la région – qui tendent à présenter les réalisations sociales comme le résultat de l'effort individuel au sein d'une société méritocratique et, réciproquement, à attribuer la

pauvreté à un échec individuel. En analysant les conditions de vie précaires et l'inégalité des chances structurelle de la société argentine, nos données mettent en évidence la façon dont diverses formes d'inégalité liées les unes aux autres se concentrent dans certaines régions et parmi certains groupes sociaux, selon une structure assez rigide dont très peu parviennent à s'échapper.

À partir d'un échantillon de plus de 8.000 foyers et plus de 27.000 individus dans 339 villes de plus de 2.000 habitants de toutes les provinces du pays, les résultats de l'ENES montrent comment s'entrecroisent les diverses formes d'inégalités – classe, genre, âge, lieu de résidence, environnement, niveau d'instruction, etc. Les données obtenues fournissent un tableau complexe de la société argentine. Elles nous permettent d'opérer des généralisations au niveau régional et des comparaisons entre les régions, et de jeter une lumière nouvelle sur les écarts sociaux et les hétérogénéités internes occultés par de précédentes études exclusivement consacrées aux grandes agglomérations urbaines.

Ce genre d'étude nous permet de mieux comprendre la pauvreté, la marginalisation et les inégalités sociales en Argentine. En présentant nos conclusions non seulement dans un cadre universitaire mais aussi auprès de l'opinion publique, nous espérons susciter un débat démocratique sur l'avenir que nous souhaitons. Nous espérons que les informations scientifiques que nous avons recueillies enrichiront et stimuleront le débat public, et contribueront à bousculer les discours réducteurs et simplistes sur la société et à élaborer des politiques publiques susceptibles d'apporter une réponse aux questions sociales cumulées qui se posent en Argentine. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Agustín Salvia <alegrimson@gmail.com>
Berenice Rubio <beer.rubio@gmail.com>

> Enquête sur le capital social en Argentine

Gabriel Kessler, Université nationale de La Plata (Argentine), et membre des comités de recherche de l'ISA consacrés à la Recherche sur les Futurs (RC07), la Stratification sociale (RC28) et la Psychologie sociale (RC42)



Un groupe de jeunes dansent dans la rue à l'occasion de la Journée nationale du Souvenir pour la Vérité et la Justice en 2016, qui commémore le 40e anniversaire du coup d'État militaire. Des milliers d'Argentins participent à des manifestations publiques, notamment en faveur des droits de l'homme. Photo de Juanjo Domínguez.

À quoi ressemblent les relations microsociales en Argentine ? Comment varient-elles à l'intérieur du pays, et quelles sont-elles par rapport à celles observées dans d'autres régions du monde ? En quoi sont-elles influencées par le passé de l'Argentine, et par la récente phase néolibérale ? L'Enquête nationale sur les relations sociales (ENRS) du PISAC (Programme de recherche sur la société argentine contemporaine) explorera ces questions en insistant sur le capital social, la sociabilité, l'auto-identification et les barrières sociales, les tensions, la participation et l'action collective.

>>

Cette enquête – la première du genre de par son extension géographique et les sujets qu’elles abordent – apportera de nouvelles informations sur l’Argentine et pourra servir de cadre de référence pour les enquêtes réalisées dans d’autres pays d’Amérique latine.

De précédentes études menées en Argentine se sont centrées sur les réseaux et le capital social selon une approche traditionnelle, en analysant les réseaux d’aide sociale dans les secteurs les plus défavorisés, par exemple après la crise de 2001. Dans la conception de l’ENRS, nous nous sommes inspirés d’études internationales pour permettre d’établir des comparaisons, mais nous avons aussi adapté les indicateurs afin de rendre compte des caractéristiques locales. Après avoir effectué des tests pilotes qui ont prouvé récemment leur efficacité (aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif), nos travaux sur le terrain sont planifiés pour novembre 2017. Nous présentons ici les principales idées et hypothèses qui sous-tendent cette enquête approfondie sur les relations microsociales en Argentine.

Comment les réseaux personnels des individus diffèrent en fonction des groupes sociaux ? Peut-on identifier des caractéristiques et des phénomènes réguliers – et si c’est le cas, quelles sont ces caractéristiques ? Pour répondre à ces questions, nous utilisons un générateur de « noms » qui nous permet de reconstruire les réseaux sociaux personnels des personnes interviewées. Un élément fondamental consiste à déterminer les traces laissées à la fois par l’ancienne société argentine (plus homogène que l’actuelle) et par la récente phase néolibérale (telle que [Salvia et Rubio](#) la décrivent dans ce numéro). Nous nous demandons notamment si les réseaux sociaux des personnes âgées sont plus hétérogènes que ceux des jeunes générations, dont la socialisation intervient dans une société plus atomisée. D’un autre côté, dans les pays développés comme en Amérique latine, les données internationales indiquent généralement que plus l’on descend dans l’échelle sociale, plus les réseaux personnels concernent la famille et les relations spatialement proches. Notre hypothèse est que d’autres critères de différenciation – tels que l’affiliation politique, les affinités culturelles et de consommation – vont se recouper avec les clivages de classe. Les changements dans les relations hommes-femmes ont aussi leur importance, et nous nous attendons à trouver une plus grande diversité au sein des réseaux sociaux des jeunes femmes, étant donné leur participation croissante dans toutes les sphères de la vie sociale. Nous essaierons également de déterminer si la participation de plus en plus intense des jeunes au monde virtuel a une influence sur leurs réseaux au-delà d’Internet. L’enquête vise également à examiner les différences entre les régions les plus modernes du pays et celles qui sont davantage traditionnelles.

Qu’entend-on par capital social ? Et comment peut-il être mesuré ? C’est là l’objet du second volet de l’en-

quête. L’idée de capital social étant ici considérée avec sérieux, nous le définissons en termes de relations et de ressources. En fait, toutes les relations n’ont pas la même « valeur », celle-ci étant déterminée par la quantité et la qualité des ressources qu’elles sont capables de mobiliser. En pleine ère néolibérale, les organisations multilatérales semblaient avoir « oublié » cette réalité. Nombre de responsables politiques sont ainsi partis du principe que les pauvres pouvaient faire appel à leurs relations sociales proches (qu’ils qualifiaient de « capital social ») afin de surmonter des situations critiques, sans prendre en considération que le manque de ressources de leurs proches remettait en question la notion même de capital.

En Amérique latine, deux idées opposées coexistent sur cette question. D’un côté, nous avons l’approche classique de l’économie morale (liée au travail pionnier de l’anthropologue chilienne Larissa Lomnitz dans les années 70), selon laquelle les secteurs sociaux qui n’étaient pas en mesure de satisfaire leurs besoins par le biais du marché ou de l’État, mettaient en place des réseaux dans le but de survivre. Par conséquent, une marginalisation accrue était censée aller de pair avec des réseaux de survie plus solides. D’un autre côté, s’inspirant du concept de désaffection de Robert Castel, l’idée d’une corrélation entre l’exclusion du marché du travail et le déclin social s’est imposée pendant la période néolibérale. L’exclusion du travail ébranle également les relations microsociales, plutôt qu’elle ne les renforce. Notre hypothèse est que les deux interprétations pourraient être valables dans les secteurs sociaux les plus défavorisés. Dès lors, la difficulté va être d’expliquer pourquoi l’on trouve une désaffection dans certains cas, et un renforcement des réseaux sociaux dans d’autres.

Nous examinerons par ailleurs les liens entre réseaux et ressources : qu’est-ce qui circule, entre quelles personnes, et selon quelles modalités. Les échanges incluent des produits, des contrats de travail, des soins, des conseils et des aides de différentes sortes. Nous espérons comprendre les différences au niveau des ressources échangées par des groupes sociaux dissemblables. De même, il nous paraît intéressant d’analyser comment l’argent circule : prêts, dons, paiements effectués par des tiers, etc. Nous souhaitons examiner ce qui est donné et ce qui est reçu, de manière à mieux identifier les modalités de circulation et de réciprocité. Là encore nous attachons de l’importance à l’idée de capital social car nous cherchons le « contact privilégié », c’est-à-dire toute relation qui se trouve dans une position privilégiée pour des raisons de pouvoir, d’argent, et/ou de contacts, et qui serait susceptible d’accorder une quelconque faveur spéciale dans les moments importants.

Qu’en est-il des différentes formes de sociabilité ? C’est la question que nous posons dans le quatrième volet de l’enquête, qui s’intéresse à l’amitié, à la famille et à

d'autres relations proches, qu'elles soient directes ou virtuelles, et où il n'y a pas de capitaux ni d'échanges en jeu. Nous sommes également intéressés par le type de relation et la fréquence des contacts que les différents groupes sociaux ont avec leur entourage.

Pour ce qui concerne le monde virtuel, nous nous attendons à découvrir que loin de conduire à une diminution de la sociabilité, les relations virtuelles et les relations directes se renforcent mutuellement, en particulier parmi les jeunes. Mais comme l'Argentine est un pays avec une vie sociale urbaine très intense, nous sommes également intéressés par les lieux et espaces de rencontre où cette sociabilité est mise en pratique. De plus, nous examinons les liens avec les personnes d'autres pays, en partant de l'hypothèse que ces liens seront plus intenses parmi la population immigrée et les classes supérieures, en raison de leurs connexions internationales. L'amitié est une valeur primordiale dans la société argentine ; nous souhaitons déterminer comment et où naît l'amitié, en prenant en compte différentes sphères de socialisation.

Dans le volet consacré à l'auto-identification et aux barrières sociales, nous étudions les formes d'auto-identification et leur association avec la construction de réseaux sociaux. En ce sens, nous souhaitons déterminer quels sont les préjugés et les stéréotypes qui servent de barrières au moment d'établir des réseaux de relations. Par ailleurs, comme les conflits font partie des relations micro-

sociales, l'enquête examine les relations conflictuelles et les types de conflits, y compris toutes les formes de violence et d'agression.

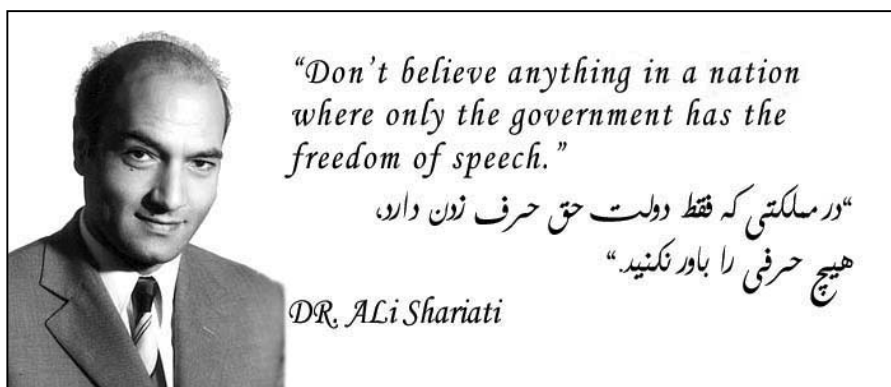
Enfin, dernier élément mais non des moindres, nous examinons également les organisations auxquelles appartiennent différentes personnes, le temps qu'elles y consacrent, et les activités qu'elles y réalisent, comme un moyen de sonder leur participation. De manière générale, les études antérieures indiquent que le niveau de participation aux organisations est assez faible, et cela nous intéresse donc de savoir si les réseaux sociaux ont changé cela, en cherchant à comprendre également des formes très spécifiques et discontinues de participation qui auraient pu être négligées par les enquêtes traditionnelles.

Ce ne sont là que certaines des dimensions et questions que l'ENRS va essayer de cerner. Avec les autres projets du PISAC, nous espérons pour la première fois offrir une description approfondie de la société argentine. Cela va nous permettre non seulement de mieux connaître notre société, mais aussi de participer plus activement aux débats qui se tiennent actuellement au niveau international dans le domaine de la sociologie. Nous espérons enfin – et c'est tout aussi important – que l'enquête posera les bases d'une participation renouvelée aux débats publics et d'un engagement accru en faveur de politiques publiques éclairées par le savoir en sciences sociales. ■

Toute correspondance est à adresser à Gabriel Kessler
<gabriel_kessler@yahoo.com.ar>

> Ali Shariati, sociologue oublié de l'Islam

Suheel Rasool Mir, Université du Cachemire, Inde



Ali Shariati.

Ali Shariati (1933–1977) est généralement considéré comme le Voltaire de la Révolution iranienne de 1979. Né dans une famille religieuse, il a obtenu son doctorat en 1963 à la Faculté de Lettres et Sciences humaines de l'Université de la Sorbonne à Paris, et est mort en Angleterre en 1977. À Paris, Shariati s'est imprégné de la pensée et de la philosophie socio-politique occidentale et a été particulièrement influencé par Karl Marx, Jean-Paul Sartre, Georges Gurvitch, Franz Fanon et Louis Massignon. Il était très apprécié dans l'Iran pré-révolutionnaire, où il était considéré comme un *enfant terrible* marginal – un « trublion marxiste islamique » qui devait être réduit au silence. Sa singularité résidait dans sa façon d'entremêler la religion à d'autres héritages intellectuels.

Ali Shariati faisait partie de ces nombreux intellectuels musulmans qui ont cherché à apporter des réponses aux problèmes auxquels étaient confrontés les musulmans dans un monde moderne dominé par les Occidentaux. Selon lui, une nouvelle réorientation culturelle qui reconnaîtrait la

capacité d'action et l'autonomie des individus pourrait aider les sociétés musulmanes à surmonter les causes structurelles de leur stagnation et de leur sous-développement. Dans ses propos anti-impérialistes, Shariati souligne le rôle de la religion dans la libération de la société. Faisant écho à Franz , qui appelait de ses vœux un « homme nouveau », Shariati préconisait une « pensée nouvelle », une « humanité nouvelle » et une modernité plus humaine qui ne cherche pas à transformer le tiers-monde en une autre Europe, une autre Amérique, ou une autre Union soviétique.

Penseur musulman parmi les plus influents du XX^e siècle, Ali Shariati a joué un rôle majeur dans l'Iran des années 60 et 70, en articulant un discours imprégné de religion avec celui d'un changement social et politique radical. C'est pour cette raison que de nombreux intellectuels le voient comme un défenseur de l'Islam politique. Considérer le rôle et la fonction de la religion dans le contexte sociologique de la pensée de Max Weber et d'Émile Durkheim a constitué une des principales lignes de démarcation entre Shariati et les oulémas.

Une bonne partie de son œuvre est concernée par le marxisme. Il a utilisé des concepts marxistes tels que le déterminisme historique et la lutte des classes en vue de « ré-interpréter » l'Islam. Ce « marxisme théologique » ou « marxisme théologisé » constitue, au plan intellectuel, la contribution la plus innovante de Shariati. Pour lui, une version revisitée de l'Islam était nécessaire pour réussir là où le marxisme avait échoué.

De son point de vue, la religion comme *mouvement* est une école moderne de pensée/idéologie, tandis que la religion en tant qu'*institution* est un ensemble de dogmes. Dans *Religion against Religion*, Shariati accuse le clergé d'exercer un contrôle monopolistique sur l'interprétation de l'Islam en vue de mettre en place un despotisme clérical. Selon lui, il s'agirait de la pire forme de despotisme en même temps que la plus oppressive atteinte dans l'histoire de l'humanité, « la mère de tous les despotismes et de toutes les dictatures ». Lui-même insistait avec véhémence sur ces différences : « La religion a deux versants antagoniques. Par exemple, personne ne hait la reli-

gion autant que moi, et personne ne place dans la religion autant d'espoir que moi ». Il a réussi à concevoir une religion laïque radicale qui se dissocie du clergé traditionnel et s'associe avec la trinité laïque de la révolution sociale, de l'innovation technologique et de l'affirmation culturelle de soi.

Shariati pensait que le changement social serait possible si des penseurs éclairés, composant l'intelligentsia, parvenaient à concrétiser le fondement de leur foi. Il soutenait que l'intelligentsia représentait la conscience critique de la société et que c'était à ses représentants d'amorcer la renaissance et la réforme de la société. Ainsi le jeune Shariati utilisait le concept de démocratie « engagée/guidée ». Dans *Community and Leadership*, il défend l'idée d'une démocratie « engagée/guidée », signifiant par là que les intellectuels ont l'obligation d'élever la conscience publique et de

guider l'opinion pendant la période transitoire qui suit la révolution. En tant qu'activiste social, il a toujours transmis un message de justice sociale et essayé de créer des sociétés basées sur l'égalitarisme. Pour lui, les démocraties existantes sont minimalistes. Le maximalisme de Shariati exige une démocratie radicale.

Sa forte inclination pour une société égalitaire et sa critique constante des inégalités sociales font de lui un penseur socialiste. Cependant, pour lui le socialisme n'était pas seulement un mode de production, c'était aussi une manière de vivre. Il critiquait le socialisme d'État qui entretenait le culte de la personnalité, du parti et de l'État, et proposait un « socialisme humaniste ». Selon Shariati, la légitimité de l'État provient de la raison publique et de la volonté collective du peuple librement exprimée. Pour lui, la liberté et la justice sociale doivent être complétées par une spiritua-

lité moderne. La trinité qu'il défend, liberté, égalité, et spiritualité, constitue une contribution originale à l'idée d'une « modernité alternative ».

L'héritage de Shariati et de ses disciples contemporains a contribué à la déconstruction des fausses binarités Islam/modernité, Islam/Occident, et Orient/Occident. En défendant une troisième voie entre ces deux extrêmes, la pensée de Shariati a des points communs avec d'autres formes actuelles de réformisme, comme le libéralisme islamique d'Abdolkarim Soroush et d'Abdullahi Ahmed An-Na'im. La contribution de Shariati à la sociologie part du postulat de la domination continue de la civilisation occidentale sur les sociétés non occidentales. Beaucoup de ses écrits restent aussi pertinents et utiles dans le monde actuel qu'ils l'étaient à l'époque où ils ont été écrits. ■

Toute correspondance est à adresser à
Suheel Rasool Mir <mirsuhailscholar@gmail.com>

> L'édition en chinois

de *Dialogue Global*



Jing-Mao Ho.

Jing-Mao Ho fait partie de l'équipe de traducteurs de *Dialogue Global* depuis le tout premier numéro publié en 2010. Il était alors assistant de recherche auprès de Dung-Sheng Chen, Professeur de sociologie à l'Université nationale de Taïwan, lequel a dans un premier temps supervisé le travail de traduction et d'édition du magazine, avec l'aide ponctuelle de Mau-Kuei Chang, chercheur en sociologie à l'Academia Sinica de Taïwan. C'est avec beaucoup de plaisir et d'intérêt que Jing-Mao Ho s'acquitte de la traduction de la version anglaise de *Dialogue Global* en chinois traditionnel et en chinois simplifié. Après avoir obtenu un master en informatique et un master en sociologie à l'Université nationale de Taïwan, il poursuit actuellement des études de doctorat en sociologie à l'Université Cornell (États-Unis). Son mémoire de master sur les luttes symboliques des intellectuels engagés dans la vie publique a reçu le Prix du meilleur mémoire de master de l'Association taiwanaise de Sociologie. Dans sa thèse de doctorat, il aborde d'un point de vue comparatif et historique la relation entre la statistique et la création d'un État-nation. Plus largement, ses recherches portent également sur des questions de sociologie politique, d'étude des sciences et des technologies, de sociologie transnationale, de méthodologie quantitative et de théorie. ■

Toute correspondance est à adresser à Jing-Mao Ho <hojingmao@gmail.com>